

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 10 - DIM. 11 - LUN. 12 JUIN 1978 - N° 716

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

RENAULT

Les grèves commencent à porter
des coups à la direction

"C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT FRAPPER!"



Les directions syndicales ont d'autres projets : ● Chèreque déclare : «La CFDT refuse un comportement jusqu'au-boutiste» ● CGT : André Sainjon affirme : «La voie de la sagesse, c'est la reprise des négociations».

Lire nos reportages pages 6 et 7 et voir notre page photos page 12

ITALIE :
MOBILISATION CONTRE
LA LOI SCÉLÉRATE D'ORDRE PUBLIC

● Dimanche : le référendum exigé par l'extrême-gauche

Lire en page 9

RADIOS LIBRES

**Non
au
renforcement
du monopole**

**Liberté
d'expression !**



Lire en page 5

Cambrai :
**la police
contre
les ouvrières
de La Lainière**

Lire en page 4

**Agression
sioniste
contre
les Fedayins**

Alors que les troupes sionistes continuent à occuper le Sud-Liban malgré la condamnation de l'ONU, l'armée israélienne s'est permis de lancer une attaque meurtrière en territoire libanais, avec bombardements aériens, près de Saïda.

Afrique :
**les puissances
occidentales
et l'URSS**

Lire en page 2

**Fête
des Bouches
du Rhône**

Organisée par Le Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge, cette fête se tiendra dimanche 11 juin, Parc des Loisirs de Valabre, entre Gardanne et Aix.

Au programme : intervention, forums, débats politiques, et de nombreuses attractions.

Voir page 3

Les puissances occidentales et la poussée soviétique en Afrique

L'impérialisme français : ambitions et limites

Dans un premier temps, lors du début de l'affaire zaïroise, Giscard était à l'initiative. Tout en s'assurant que les Belges envahiraient des forces d'intervention, il montrait son propre plan d'intervention afin de sauver Mobutu. A la différence des Belges — et des Etats-Unis — le maintien de ce régime était décisif pour sa présence au Zaïre et, pour l'avenir de sa politique africaine. Il réagissait vigoureusement parce que sa propre politique était la plus directement exposée aux conséquences d'un succès éventuel des forces du FLNC.

Loin de se réduire à la querelle d'intérêt franco-belge, la différence d'attitude entre la France et la Belgique repose plus profondément sur un désaccord des pays européens à l'égard de la politique française en Afrique. Ce désaccord s'était déjà marqué en 1977, où Giscard a mené seul une intervention contre la précédente intrusion des forces du FLNC. En 1978, s'il reçut des félicitations chaleureuses, sa politique ne fut entérinée par aucune résolution officielle de la CEE, les Allemands eux-mêmes ne firent aucun geste concret. Ainsi se marquait l'échec de sa tentative de faire de la politique initiée par les conférences franco-africaines, le pivot de la politique de la CEE vis-à-vis de l'Afrique. En 1976, il avait proposé comme l'une des pièces maîtresses de cette politique la création d'un fonds d'un milliard de dollars pour l'aide à l'Afrique. Aucun pays de la CEE n'a répondu à cette proposition. Les Etats-Unis également sollicités n'ont apporté, eux non plus, aucune réponse. A la conférence occidentale de Paris, la question de ce fonds une fois encore mise en avant par Giscard a été ignorée.

LA LIMITE DES POSSIBILITES

Isolé en Europe, incapable d'assurer seul la politique qu'il veut mener pour assurer sa présence en Afrique, Giscard est en outre limité dans ses capacités d'intervention militaire. L'intervention au Shaba a montré que celles-ci étaient au bord du point de rupture. Le relais qu'aurait pu constituer la mise sur pied d'une «force inter-africaine» est d'un avenir douteux. Seuls les Sénégalais, les Gabonais paraissent y être favorables. Tout en ayant été contraint d'intervenir au Zaïre, Hassan a émis à plusieurs reprises des réserves sur la constitution permanente d'une telle force. La majorité des participants à la conférence franco-africaine se sont montrés très réservés sur la constitution d'une telle force. La seconde limite en est que l'embryon que pourrait être la force d'intervention au Shaba, composée de Marocains, Gabonais, Togolais, Egyptiens et Sénégalais, dépend pour sa logistique non de l'impérialisme français qui ne paraît pas en mesure de l'assurer mais des Etats-Unis.

Lors de sa rencontre avec Carter le 26 mai, Giscard a essayé d'obtenir l'appui américain pour la conduite de sa politique, en lui proposant de s'associer au fonds d'un milliard de dollars et de soutenir la mise sur pied de la force inter-africaine. Le résultat en a été la conférence occidentale de Paris, où les propositions françaises n'ont pu jouer qu'un rôle secondaire. Carter a recherché auprès de l'Allemagne un partenaire qui lui paraît plus crédible.

Giscard à peine sorti du bureau de Carter, Schmidt le remplaçait pour discuter longuement. Un communiqué commun était publié affirmant que les Etats-Unis et l'Allemagne s'étaient entendus «Pour définir une approche suivie des principaux problèmes économiques posés aux pays en voie de développement».

L'exacerbation de la rivalité entre les deux super-puissances a rendu encore plus aléatoire qu'auparavant la définition d'une politique unie des impérialismes européens en Afrique. L'avenir même de l'autonomie de la politique de l'impérialisme français en paraît hypothéqué. De moins en moins capable de l'assurer, l'impérialisme français est conduit à rechercher une concertation avec les Etats-Unis. Ainsi, au fur et à mesure de l'engagement américain, si celui-ci se confirme, sa marge de manœuvre propre est appelé à se réduire.

ENGAGEMENT U.S. PLUS DIRECT

Par Grégoire CARRAT

«Nous sommes profondément soucieux de cette menace (l'intervention militaire croissante de l'URSS et de Cuba en Afrique) sur la paix dans cette région et de l'autonomie des pays dans lesquels ces troupes étrangères sont apparemment appelées à stationner de manière permanente... C'est pourquoi moi et le peuple américain soutiendront les efforts africains pour contenir une telle intrusion, comme nous venons de le faire au Zaïre » a déclaré Carter dans son discours de politique étrangère, mercredi. A la suite de l'intervention au Zaïre de forces venues d'Angola, la politique américaine connaît donc certaines modifications. La conférence qui s'est déroulée à Paris au début de la semaine avec la participation des USA, de la

France, de la Belgique, de l'Allemagne, et de l'Angleterre en est une forme. Elle a mis le Zaïre sous tutelle, lui imposant en échange d'une aide immédiate de 100 millions de dollars, et d'une aide à long terme de 250 millions de dollars, qui sera discutée à Bruxelles les 14 et 15 juin, une modification de sa politique étrangère, une modification du régime intérieur et la nomination par les Occidentaux d'un gouverneur de la banque centrale.

Les Etats-Unis paraissent vouloir mener plus directement leur politique africaine qu'ils ne l'ont fait depuis la guerre d'Angola. Du même coup, le rôle de l'impérialisme français qui avait pris l'initiative au Zaïre paraît être appelé à passer au second plan.



Les ratissages français.

18 avions C 141, des tonnes d'armes, de pièces de rechange, de carburant, un pont aérien entre Solenzara en Corse ou Bruxelles et le Zaïre, tel avait été l'engagement américain dans les interventions belges et françaises au Shaba, la première participation directe des Etats-Unis à une opération militaire en Afrique depuis la guerre d'Angola. La 82^e division aéroportée de Fort Bragg était maintenue en état d'alerte. Cet engagement s'avère durable : la relève marocaine a été assurée par 11 avions C 141 qui ont effectué les rotations entre Agadir et Lumumbashi pour y transporter les 1 200 soldats marocains qui composent la force détachée par Hassan. Le même appui logistique est prévu pour les soldats gabonais, sénégalais dont l'arrivée est envisagée. D'après le discours de Carter d'autres interventions du même type recevraient également un appui logistique.

LE PONT AERIEN AMERICAIN ET LES CONTROVERSES AMERICAINES

Cet engagement est cependant limité : l'amendement Clark voté en 1976 prévoit que le président ne peut engager de forces militaires en Afrique sans l'accord du congrès. Cet amendement a été fortement mis en cause au cours des dernières semaines, Carter affirmant qu'il avait «les mains liées» pour toute intervention à l'étranger. Des sénateurs, à la

Afrique et que «l'Union Soviétique et Cuba devront payer pour leur rôle en Afrique» Young rétorquait «il serait temps de s'arrêter et de réfléchir posément». Il estimait que le bilan de la poussée soviétique en Afrique «n'est pas significatif» alléguant qu'ils avaient dû se retirer de Somalie et du Soudan et qu'en Angola leur présence «n'est pas plus stable qu'auparavant».

INTERVENTION DIRECTE ET MOYENS NON MILITAIRES

Bien que contradictoires ces propos insistent chacun sur un aspect de la politique conduite par les Etats-Unis. L'administration et Brzezinski l'avait théorisé, a recherché tous les moyens pour faire pièce à la politique soviétique par des moyens non militaires, d'une part parce que les possibilités d'intervention militaire américaine étaient plus limitées, d'autre part parce que les Etats-Unis disposent d'une supériorité écrasante en moyens économiques, pour relever le «défi» de l'URSS. Cet aspect de la politique américaine est réaffirmé dans le dernier discours de Carter : «Nous préférons la coopération par la détente ce qui suppose de plus en plus... la même volonté de se concurrencer par des moyens pacifiques».

et non militaires». Les Etats-Unis poursuivent l'extraction du pétrole en Angola, ils ont maintenu tous leurs intérêts en Ethiopie, ils cherchent à rétablir des relations diplomatiques avec le Sud Yémen. Cette politique repose sur l'appréciation selon laquelle la présence soviétique ne peut être durable, elle s'appuie sur l'estimation que le renvoi des des techniciens de Somalie et d'Egypte constituent des précédents qui se répèteront. Elle se combine aujourd'hui plus étroitement avec des moyens d'intervention militaires.

En mettant directement en cause l'URSS et Cuba dans l'affaire du Shaba, en intervenant plus directement en Afrique, en réaffirmant ses décisions d'accroître le potentiel militaire de l'OTAN, Carter a suivi l'URSS dans l'escalade en Afrique où le terrain de confrontation entre les deux superpuissances s'est considérablement élargi. Brejnev relevait le défi et affirmait à Prague que l'affaire du Zaïre constituait un épisode de «guerre fraîche». L'intervention soviétique en Afrique et la réaction américaine ont sensiblement tendu les relations entre les super-puissances et rendu plus palpable le risque de guerre que leur rivalité fait peser.



La 82^e Division en état d'alerte.

LE PSU, LA FÊTE ET L'UNION DE LA GAUCHE

● Samedi et dimanche, le PSU tient sa septième fête annuelle. Il va essayer de renouveler l'opération menée par Rouge, en offrant à ses adhérents et visiteurs des débats auxquels participeront des militants — dissidents ou non — d'organisations différentes, parmi lesquels des membres éminents du PCF, puisque le thème central de la fête sera celui-ci : «Après l'échec de mars, quelle unité aujourd'hui ?»

Question particulièrement âpre pour le PSU en ces lendemains électoraux, puisqu'il avait depuis longtemps axé toute son action dans le sens d'une victoire de la gauche, et tenté de monnayer son soutien à la «réactualisation», façon PC, contre une reconnaissance plus ou moins avouée de la part de ce parti.

Avec la constitution du «Front autogestionnaire», qui se voulait un rassemblement de toutes les nouvelles forces apparues dans les luttes sur des thèmes nouveaux, écologie, femmes, autogestion, le PSU avait mené une opération politique dont la clarté est demeurée douteuse. En effet, elle prétendait offrir un point de ralliement à ceux que ne satisfaisaient pas le programme commun. Mais quelques semaines plus tard, le même PSU acceptait un accord électoral limité avec le PCF, tout en réaffirmant que cet accord lui laissait son entière indépendance politique. Position difficile à soutenir, particulièrement dans le contexte de ces élections, marquées par un affrontement aigu entre les deux forces principales de l'union de la gauche.

Aujourd'hui, le PSU se trouve donc largement concerné par le manque de perspectives et le vide

politique créé par l'ensemble de ces organisations. De projet propre, il n'en a guère. Il ne lui reste en conséquence d'autre solution que d'engager, lui aussi, le «débat», ou plutôt de le prolonger, d'offrir des tribunes à ceux qui, dans le PCF, se font les porte-paroles de la contestation. Claude Bourdet, Michel Mousel, ont signé l'appel pour la création d'un nouvel hebdomadaire, *Maintenant*, écrit en collaboration par des membres de tous les partis qui ont soutenu, de près ou de loin, l'union de la gauche. Le Front autogestionnaire se réunit peu depuis les

Le PS s'oppose à la participation de ses membres

Le bureau exécutif du PS, lors de sa réunion hebdomadaire du mercredi, a pris la décision de n'envoyer aucun de ses représentants à la fête du PSU. C'est Mitterrand qui a souhaité cette décision, en arguant du fait que le PSU n'avait invité que les représentants de certaines tendances (Martinet, Charzat, Gaspard). Plusieurs membres du Bureau Exécutif, et le CERES qui n'y est pas représenté, se sont opposés à cette décision. Reste à savoir si les invités du PSU passeront outre à la décision ou pas.

élections : il n'a plus d'existence à la base. A l'image de la LCR, le PSU semble avoir du mal à exister tout seul.

Les débats proposés rassembleront, pour le PC, Jean Elleinstein et Jean Rony et, côté PS, s'ils passent outre à la décision de leur direction, Gilles Martinet, secrétaire national, un animateur du

CERES en la personne de Michel Charzat, et Françoise Gaspard, maire de Dreux qui aspire à créer une tendance «femmes» à l'intérieur du PS. Rajoutons-y Daniel Cohn-Bendit, invité lui aussi pour commémorer mai 68, et l'on obtient un mélange que le PSU voudrait alléchant.

S.V.



V. Leduc et M. Mousel, dirigeants du PSU

Promesses de Giscard

● Giscard regagnait Paris dans la soirée de vendredi, au terme d'un périple de trois jours en Corse. Dans l'après-midi, il a notamment passé en revue les hommes du 2^e REP — ceux qui ne sont pas restés au Zaïre en tout cas — et serré la main du colonel Erulin dont le passé de tortionnaire en Algérie a été largement dénoncé. Giscard rentré, l'énorme armada de CRS et gardes mobiles reste dans l'île, où les habitants commentent les nouvelles promesses qui leur ont été faites.

Giscard a parait-il été bien accueilli en Corse : poignées de riz jetées sur son passage en signe de joie, poignées de mains, discours applaudis? etc... Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Depuis 20 ans, les présidents de la République sont passés maîtres dans l'art d'organiser les voyages en Province, et de se fabriquer des succès populaires. Les recettes sont assez simples : il s'agit de mobiliser tous les partisans du régime, de faire intervenir les flics pour empêcher toute tentative de contestation, et de s'ar-

ranger pour qu'il n'y ait aucun écho des mouvements de protestations. En Corse, ça aura pourtant été difficile. Parce qu'il est difficile de dissimuler plusieurs milliers de policiers venus tout exprès du continent, parce qu'il est difficile de passer sous silence l'arrestation de 24 autonomistes, parce qu'il est difficile d'ignorer les attentats. Dans la nuit de mercredi à jeudi, la voiture du colonel Erulin a été détruite par une charge de plastic posé dans le garage appartenant à la luxueuse villa du colonel. Sur la nation-

LES CORSES EN ONT ASSEZ

le 198, un véhicule de gardes mobiles qui patrouillait a été pris sous le feu d'un ou plusieurs tireurs. Un garde mobile a été grièvement blessé par des chevrotines.

Giscard fait ses premières promesses à Bastia, en 74. Cette fois-ci, c'est à Ajaccio, devant le conseil général, qu'il a présenté une nouvelle liste. Si l'on en croyait Giscard, le problème corse va maintenant être réglé d'ici quelques années. Il suffit pour cela de débloquer des millions. C'est ainsi que le gouvernement promet de prendre en charge la construction d'un nouvel hôpital de 450 lits à Bastia, un crédit de 17 millions pour la rénovation des routes insulaires, une prime à l'arrachage des vignes comme dans le Languedoc, un crédit de 3 millions pour le développement de l'artisanat, la construction d'un nouveau

lycée et le développement de la formation professionnelle, l'implantation possible d'unités du BRGM et du CNRS, la mise en route d'un nouveau paquebot pour faire la liaison avec le continent, l'alignement des tarifs aériens, etc...

L'expérience de la charte Liberté Bou, adoptée en 75 et dont les promesses n'ont pas été réalisées à 50 % devait inciter à quelque scepticisme quant à l'application réelle de ces mesures. Et puis surtout c'est méconnaître complètement les aspirations de la population corse, que de n'y voir qu'un besoin d'argent frais : «Vivre et travailler au pays», liquider la main-mise des promoteurs du tourisme, et des capitalistes agraires sur les terres corses, restaurer la vie culturelle corse : ces grandes exigences aucune des promesses de Giscard n'y répond.

Fête des Bouches-du-Rhône

Organisée par le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge



10 h : Ouverture de la fête

10 h 30 : Témoignage - débat : vie et lutte des femmes. «Pas de libération des femmes sans socialisme : pas de socialisme sans libération des femmes». Où en sont les luttes de femmes ?

12 h 00 : ● Animation culturelle
● Pique-nique

13 h 30 : Forums

● Réparation navale, chimie, sidérurgie, SNCF : face aux restructurations capitalistes quelle riposte ?
● MAI 68 : dix ans après, débat avec Alain Delale co-auteur du livre : «La France de 68», rédacteur à la revue *Le Peuple Français*.
● Contre le monopole de la presse régionale de droite et de gauche pour une information au service des luttes : débat avec des journalistes.

15 h 00 : Animation culturelle

● sketches ● chants et danses du Tiers Monde
● chorales ● orchestres, etc...

16 h 00 MEETING OUVRIER - PAYSAN
INTERVENTION DE JOËL PERRET
(Membre du Bureau politique du PCR m-l)

17 h 30 :

● Bal populaire avec orchestre
● débat avec des militants du PCF : après l'échec de la gauche : quelle démocratie ? quelle tactique avec le PS ? quelle attitude vis-à-vis de l'URSS ? quel projet de société ?

TOUTE LA JOURNÉE

● buffet ● buvette ● jeux de boule ● jeux ● crèche
● garderie ● vente de livres ● exposition ● stands d'entreprises, d'associations etc...

DIMANCHE 11 JUIN 10 h à 22 h



ELECTIONS ANNULÉE

Le Conseil constitutionnel a finalement annulé une seule élection : celle de Thérèse Goutman (PCF) qui avait été élue contre un RPR dans la 9^e circonscription de Seine Saint-Denis, avec seulement 116 voix d'avance. De nouvelles élections de-

vraient être organisées dans cette circonscription.

COTE EN BAISSÉ

Les sondages officiels reconnaissent que la cote de Giscard d'Estaing comme celle de Barre a subi un recul très net dans la période récente.



MAI 68 au jour
le jour

Lundi 10 juin

Gilles Tautin, 17 ans, lycéen, venu soutenir les grévistes de Renault Flins, est assassiné par les CRS. A l'annonce de sa mort, l'indignation de la population est énorme. Les CRS sont violemment pris à partie.

A Paris, des groupes se forment immédiatement au Quartier Latin : les manifestants attaquent des commissariats, des permanences gaullistes, et brûlent les panneaux électoraux.

— Chez Peugeot (Sochaux), reprise le matin, puis réoccupation dans la journée.

— Un mouvement de reprise se dessine dans les secteurs de la Chimie et de l'Électronique (Alstom, Rhodiaceta, Thomson).

— Consultations du personnel dans l'Aviation (Snecma, Dassault, Sud-Aviation.)

— Reprise des négociations des Berliet.

Mardi 11 juin

— Pierre Beylot et Henri Blanchet sont tués par la police devant l'usine Peugeot à Sochaux.

— Manifestations violentes à l'appel de l'UNEF à Paris, Toulouse, Lyon, Toulon. (A Paris, l'essentiel des manifestants est constitué de jeunes travailleurs et de jeunes chômeurs venus de la banlieue).

— La reprise du travail se généralise, dans la Marine marchande, le commerce, —sauf dans la métallurgie (Citroën, région de Saint Nazaire).

— A Nantes, le Comité Central de grève a cessé d'exercer ses fonctions, mais la grève est restée dure. Le 4 juin, pourtant, la CGT a «organisé» un vote sur la reprise du travail dans les transports urbains. De nombreux grévistes qui n'ont pu s'exprimer, protestent contre le résultat positif mais minoritaire du scrutin.

Presque chaque jour une manifestation de grévistes a lieu en ville. Le 10 juin, la CGT a réussi à faire voter la reprise à l'usine Sud-Aviation de St Nazaire. Les ouvriers des Chantiers de l'Atlantique demandent aux votants «de ne pas briser le mouvement».

Le 11, un rassemblement monstre se tient dans la ville. Un groupe de 300 jeunes ouvriers, drapeaux rouges en tête, se dirige vers la sous-préfecture, en scandant : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat.» La police charge à la grenade offensive. Les affrontements ont lieu jusqu'à 2 heures du matin. De nombreux grévistes des Chantiers participent aux barricades. La CGT dénonce la répression, et l'«aventurisme» des manifestants

Mercredi 12 juin

— Alors que de nouvelles manifestations sont prévues pour la soirée, le Conseil des ministres prend deux décisions spectaculaires :

— interdiction de toutes les manifestations pendant la durée de la campagne électorale.

— dissolution de huit organisations dont le PCMLF (Parti communiste marxiste léniniste de France).

— La CFDT et l'UNEF font savoir qu'elles renoncent dès lors à tout mot d'ordre national de manifestation.

Le 12 au soir, pourtant, malgré l'interdiction, des manifestations ont lieu en province : à Toulouse, Marseille, Poitiers, Strasbourg, Bordeaux. Mais dans tous les cas, ces «cortèges interdits» sont peu importants : quelques milliers de personnes à Toulouse.

— Depuis quelques jours, le ministère de l'Intérieur procède à l'expulsion expéditive de tous les étrangers appréhendés : en quelques semaines, plus d'un million d'entre eux seront conduits aux frontières.

Nouvelles Littéraires

14 INTELLECTUELS PARLENT DU PCF

Les *Nouvelles Littéraires*, revue dirigée par Philippe Tesson, publie neuf pages complètes d'entretiens avec des intellectuels membres du PCF, contestataires ou dans la ligne, ou ayant quitté ce parti. Des personnalités aussi diverses qu'Althusser, Elleinstein, Frémontier, Hincker (membre du comité central), Raymond Jean, Antoine Spire, Christine Buc-Glucksmann, Lucien Sève et les anciens — Pierre Daix, Garaudy — s'y expriment sur les rapports du

PCF aux intellectuels.

Pour la plupart de ces entretiens, réalisés dans la seconde quinzaine de mai, les positions avancées ne sont pas bien nouvelles. On savait déjà que Lucien Sève défendait la ligne de la direction du PCF, qu'Elleinstein rejetait «l'expression marxisme-léninisme» comme «n'étant plus adaptée à la pensée théorique de notre temps», que Garaudy considère le PCF comme stalinien.

Un peu plus intéressant est l'interview d'Althusser

dont il ressort surtout le peu d'espoir qu'a celui-ci de parvenir à transformer son parti. Il y déclare ne rien attendre du 23^e Congrès. Pour lui, l'espoir existe, mais à long terme : «Je ne travaille pas dans l'imédiateté». «Si je ne pense pas que les positions que je défends ont de l'avenir, je ne les défendrais pas. Quant à savoir si cette espérance ne sera pas déçue, c'est autre chose. Tout peut arriver...». Dans le cadre de ce qui ne va pas dans son

sens, il cite le type de recrutement du PCF «le Parti communiste a adopté une stratégie de recrutement de type militaire : il s'est offert ainsi de très larges perspectives de recrutement, si larges que le Parti nourrit sa propre trahison». Ces critiques recourent, celles déjà formulées dans *Le Monde*. Pour l'avenir, les perspectives ne sont pas bien claires : «Allez savoir ce qui arrivera...».

François NOLET

Deux responsables du SAC arrêtés pour trafic de fausse monnaie et vol

Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, la police arrêtait au Havre, Ernest Auger. Sa camionnette contenait des bouteilles de champagne volé. Banal, n'est-ce pas ? Il convient toutefois de noter qu'Auger est responsable régional du SAC. A ce titre, il avait participé au service d'ordre destiné à protéger Barre, venu au Havre début février dans le cadre de la campagne des législatives soutenir Antoine Rufenacht, alors secré-

taire d'Etat à l'Industrie.

Plus tard dans la nuit, une BMW rôde autour de la camionnette. Cette voiture appartient à Georges Malyquevique, propriétaire du «bar» la Pianistique. Malyquevique faisait, lui aussi, partie du service d'ordre qui protégeait Barre en février. Les mauvaises langues disaient qu'il devait à certaines protections de pouvoir tenir son établissement ouvert jusqu'à 2 h du matin, et même plus tard (les autres

bars doivent fermer à minuit). Cette nuit-là, dès 6 h, la police perquisitionne chez lui et découvre deux cents faux billets de 500 F. Malyquevique est en fuite.

Dans cette affaire, les truands et les hommes du pouvoir s'imbriquent étroitement. Outre l'appartenance probable des deux truands au SAC, on notera avec intérêt que la camionnette volée qui contenait le champagne volé appartient

à une entreprise dont le directeur a été candidat malheureux du RPR aux municipales de 1977 au Havre.

Aux dernières nouvelles, on parle fort d'une démission possible du sous-préfet Diémer et de la mutation d'un inspecteur de police membre lui aussi du SAC. Le dénommé Malyquevique court toujours, quoiqu'il ait été aperçu au Havre par de nombreux témoins...

Opération Chirac

Chirac essaie de faire parler de lui et d'affirmer, à tout prix, les élections passées, l'existence autonome du RPR, alors que les choses se décident plus que jamais à l'Élysée. Dans ce but, il s'est lancé dans une opération de contestation tous azimuts de la politique giscardienne : en Afrique, il accuse Giscard de s'engager dans une polémique de blocs et de subordonner son action aux intérêts américains. S'il approuve l'intervention à Kolwezi, pour autant qu'elle reste «humanitaire», il préconise pour le Sahara Occidental et pour le Tchad une «solution politique» (et non militaire) et, corrélativement des relations «fraternelles» avec l'Algérie et la Libye. En même temps, il marque ses réserves par rapport aux propositions de désarmement qui, comme les propositions sur la Conférence Nord-Sud, risquent, selon lui, de n'aboutir à rien de concret.

Au plan intérieur, reprise de la démagogie : il faudrait fixer comme objectif prioritaire, l'emploi en relançant les investissements et, à Renault, négocier à tout prix.

Parallèlement, en tant que maire de Paris, il poursuit sa confrontation

avec l'État sur le problème du financement de la ville.

L'ensemble ne forme pas une alternative cohérente et ne s'embarrasse guère de prendre en compte la situation réelle de l'impérialisme français.

Mais l'opération à un double but : resserrer les rangs du RPR et se poser, au sein de la majorité comme une solution de rechange au cas où les conflits sociaux se développeraient largement et aussi où les interventions militaires en Afrique évolueraient dangereusement.

GREVE AUX ACIERIES DE POMPEY

Partie des hauts fourneaux, la grève paralyse l'usine depuis mercredi. Les 3 200 employés veulent empêcher la suppression de 600 emplois. Ils luttent également pour les salaires et les conditions de travail. Une manifestation était prévue vendredi matin pour accueillir le patron qui devait se rendre à la réunion du comité d'entreprise.

Cambrai : la police contre les ouvrières de «La Lainière»

Les travailleuses de «La Lainière» à Cambrai (les deux tiers sont des ouvrières) sont en grève depuis le 29 mai. Elles exigent une augmentation de 300 F, la 5^e semaine de congés payés, les transports gratuits et la suppression du tableau d'absentéisme. Elles dénoncent la baisse des salaires effectifs, du fait qu'elles intègrent les primes au rendement et que les cadences n'ont cessé d'augmenter.

L'usine était occupée. Mais jeudi matin à 5 h 30, la police locale, appuyée par quatre cars de gardes mobiles armés à l'épaule, a violemment attaqué le piquet de grève essentiellement de jeunes femmes et les a expulsées.

Peu après, la maîtrise a ainsi pu pénétrer dans l'usine.

Mais l'écrasante majorité des grévistes, deux milliers de travailleurs, sont restés à l'extérieur et ont marqué ainsi leur détermination à poursuivre la lutte. C'est un échec pour la direction.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Renforcement du monopole

NON A LA RÉPRESSION !

«Toute personne qui aura diffusé une émission de radio diffusion ou de télévision sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 à 100 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de condamnation, le tribunal prononcera la confiscation des installations et appareils.» Ainsi donc se trouve complétée la loi du 7 août 1974 qui devait assurer la protection du monopole des ondes entre les mains du pouvoir. Curieusement, ce complément de loi a été dicté après le vide répressif constaté lors des actions en justice intentées par TDF, tenant du monopole, contre Radio Fil Bleu à Montpellier, lancée à l'initiative de membres du PR en période pré-lectorale.

La possibilité d'une éventuelle victoire de la gauche avait vu naître quelques esprits frondeurs dans les rangs de la majorité. Les sceptiques autour de Fil Bleu, qui ne voulaient pas que la gauche leur réserve le sort que la droite lui avait réservé jusque là, en monopolisant les ondes, donnaient quelques coups de boutoir contre l'édifice monolithique, avec la ferme intention de le renverser au cas où il leur échapperait. Giscard de son côté, laissait faire la chose, se contentant de réprimander le «mauvais exemple» et au travers lui, le manque de confiance qui pouvait apparaître. D'ailleurs depuis les élections, et l'échec de la gauche, Fil Bleu a calmé son ardeur intempestive, et Delmas, l'un de ses animateurs, responsable du projet, est maintenant dans les salons du ministère de l'Environnement en qualité de secrétaire d'Etat.

CONTRE LE DANGER COMMUN

Cependant, le mouvement des radios libres, qui n'a pas attendu l'initiative d'un quelconque futur secrétaire d'Etat, continue à se développer et n'est pas sans poser de problèmes à ceux qui se prétendent les représentants «de la majorité» ou «des travailleurs». Les radios libres présentent un danger commun pour ces deux usurpateurs : la voix de la contestation, des travailleurs, des minorités qui les condamnent unanimement. Les radios libres posent ainsi le problème de la liberté d'expression, de la possibilité de pouvoir s'exprimer en dehors des institutions et des partis bourgeois.

Ceux-ci ne sont pas sourds, et se saisissant de cette aspiration qui monte l'agrippent et tentent de la déformer, chacun à son

«Répression», l'Assemblée nationale répond ainsi aux radios libres en adoptant lors de sa séance du mercredi 7 juin le projet de loi de Lecat, ministre de la culture et des télécommunications. La bourgeoisie de droite a finalement minimisé ses divisions sur la question du monopole pour préserver ses intérêts et baillonner les voix de la contestation. Les partis de gauche quant à eux, évacuaient le problème en posant des questions de principe, «oubliant» les radios libres alors que, la veille, ils s'en prétendaient encore les défenseurs.

avantage.

Pour y répondre, la même solution, avec cependant des projets différents : des radios locales, et régionales et mise au pilori des radios libres. Le plus pressant étant fait, à savoir répression contre les radios libres, ces messieurs vont pouvoir étudier le moyen le plus sûr d'étudier un projet de «décentralisation» du service public

ment». Ce fut l'échec, la gauche n'a pas la majorité au parlement, il lui faut trouver d'autres moyens. Sa chute la réveille et elle «se met à l'écoute» des radios libres et semble s'aligner dans leur rang pour leur lutte contre le monopole. Ce changement d'attitude brutal et hypocrite (on a vu lors du procès de Radio 93, des élus de gauche à la barre des

droit à l'expression. Le jardinier en grève de la municipalité PCF de St Denis, qui s'est exprimé sur Radio 93, (faute de pouvoir le faire dans la presse locale contrôlée par le PCF) n'a pas oublié la leçon ! Dans ce cadre, on voit mal comment le PCF pourrait tolérer les radios libres, qui existent aussi parce qu'elles ne se reconnaissent pas en lui !

DES EXEMPLES SIGNIFICATIFS

D'ailleurs, l'attitude du PCI, qui participa activement à la fermeture de radios libres en Italie, qui les assimilait, comme la droite, à des «terroristes» est encore présente à la mémoire. Et celle du PS et du PC portugais ne sont pas oubliées non plus. Lorsqu'en 75, pendant «la révolution des œillets» les travailleurs de «Radio Renaissance» s'étaient emparés de leur outil et l'avaient utilisé collectivement avec d'autres travailleurs, la gauche s'était unifiée pour faire taire cette voix qui allait bien au delà de ses projets réformistes.

A l'exemple de Radio Renaissance, celui des radios libres confirme que les travailleurs ne se reconnaissent pas dans les grandes chaînes de radio d'où ils sont rejetés. L'aspiration à une information plus proche d'eux, non mensongère, a déterminé l'irruption des radios libres. A l'heure du grand conflit chez Renault, où les directions syndicales polémiquent entre elles, sans donner de perspectives au mouvement les radios libres ne prennent que plus d'importance si elles se mettent au service des luttes. Elles pourraient être l'outil de réflexion et de coordination indispensable. Là aussi la lutte pour leur existence, pour la liberté d'expression est déterminante pour faire reculer la bourgeoisie !

Non à la répression ! Liberté d'expression pour les radios libres et les travailleurs !

Pierre CHATEL

Bas les masques !

Quelques jours avant le débat à l'assemblée nationale du complément de loi présenté par Lecat pour renforcer le monopole, les parlementaires ont reçu un projet de loi concernant les «radios libres». Ce triste dossier était l'œuvre commune de l'ALO (Association pour la libération des Ondes) et de Consensus Liberté Radio (émanation de la radio du PR, Fil Bleu). Alors que l'ALO se prétend «démocratique» et «représentative» des radios libres, ce projet de loi restrictif a été envoyé aux parlementaires sans consultation préalable et les collectifs adhérant à cette association n'ont pu participer à son élaboration ! De nombreuses radios ont dénoncé ce projet, qui se donnait le droit de juger entre les «bonnes» et les «mauvaises» radios.

Ces deux protagonistes en mal de pouvoir, n'ont pas vu leur projet retenu, et se sont largement discrédités auprès des radios libres authentiques.

qu'est pour eux la radio, qui leur donnera le maximum de pouvoir, tout en réduisant celui de leurs adversaires parlementaires.

Pour le RPR, plus ou moins évincé des organes audiovisuels du pouvoir, cette décentralisation, dans le cadre d'un renforcement du monopole lui permettrait de s'aménager — espère-t-il — quelques postes qui lui font terriblement défaut. Giscard prévoyait un projet similaire : on pourrait alors assister à une lutte de cliques dans la majorité pour l'obtention du maximum de postes clés que pourrait dégager la régionalisation de cet appareil de propagande idéologique du pouvoir.

Avant les élections, la gauche, sûre de sa victoire feignait d'être sourde et ignorait les radios libres. Le Programme commun prévoyait le maintien du monopole, et «dans le cadre du service public de la radio diffusion pourra être autorisée la création d'antennes locales pour en confier l'exploitation à des collectivités territoriales. Toute dérogation éventuelle au service public devra être décidée par le parle-

mentaires), ne vise en fait qu'à se servir de ce mouvement actif afin de parvenir à son projet de radios locales, pour ensuite éliminer les radios libres. L'intervention du PCF à l'Assemblée est significative : alors qu'il se prétend maintenant le défenseur de celles-ci, il oubliera même d'en parler, ramenant tout à lui ! Il se présente comme seul garant du pluralisme et pour finir : «L'expérience prouve que lorsqu'on maltraite le PCF, c'est la vie démocratique qui est toute entière menacée».

Pour le PCF, qui n'est pas de ses rangs, n'a pas

Ce qu'en pensent les radios libres

Radio 93 : «D'une part, c'est une criminalisation des radios libres par le pouvoir, d'autre part, c'est un échec de ceux qui voulaient définir les «bonnes» et les «mauvaises» radios. (Allusion à l'ALO et consensus. cf encart). «On continuera à émettre !»

Radio Verte Fessenheim : «Ce n'est pas notre problème. On ne recherche pas une reconnaissance par l'Etat, mais une reconnaissance par la population. De toute façon, on continue !»

Après le rassemblement de Cattenom

Il faut élargir la mobilisation

Venus de toute la Lorraine, de Longwy, Verdun, Briey, Nancy, des Vosges, de Merlebach et aussi du Luxembourg et d'Allemagne quatre mille personnes ont manifesté dimanche dernier à Cattenom.

Si la population de Cattenom s'est pour une bonne part tenue à l'écart du rassemblement, elle n'a guère apprécié la démonstration de force de la police.

Au total une manifestation assez importante mais qui a laissé pas mal d'insatisfaits, à la fois ceux qui voudraient une action plus vigoureuse, et ceux qui voulaient approfondir les débats.

Le rassemblement de dimanche était vu comme le point de départ d'une relance de l'action, et c'était nécessaire. Il aurait sans doute beaucoup mieux joué son rôle en mettant bien davantage l'accent sur le débat, pour dépasser les rangs des «convaincus». Dans la population locale, notamment chez les travailleurs, beau-

coup n'ont pas encore un point de vue net sur la centrale. Les sidérurgistes, les métallos étaient peu présents, mis à part une forte délégation de la centrale sidérurgique de Richemont.

Le débat est nécessaire avec ceux qu'il faut gagner au mouvement de protestation mais aussi débat sur le choix de société que pose le nucléaire, sur les perspectives de lutte.

Il faudra pour le collectif d'organisation en tirer les leçons, compte tenu qu'on ne peut recommencer des initiatives du même genre.

Alors quelles perspectives aujourd'hui ? Bien sûr élargir le mouvement en particulier dans la classe ouvrière, et l'organiser d'une manière souple, permanente, qui permette de rassembler toutes les énergies. Et envisager d'autres actions pour aller vers une occupation du site après les congés, avant même que le conseil d'Etat ne rende publique sa position.

Corr. Thionville

192 av. Daumesnil (Paris)

Les locataires à l'offensive

Face aux agissements tyranniques du propriétaire et des gérants de l'ancien hôtel meublé du 192 avenue Daumesnil, à Paris, les locataires se sont organisés en Amicale. Celle-ci regroupe la majorité d'entre eux, et s'est constituée au lendemain d'un accident qui avait coûté la vie à une fillette, à la suite du manque d'entretien de l'ascenseur, le 30 avril 77. Tout de suite l'Amicale a été l'objet des attaques du propriétaire qui ne pouvait tolérer que les locataires s'organisent et revendiquent.

Dans cet immeuble, où les appartements exigües sont loués à des tarifs faramineux (1 000 francs pour un petit deux pièces sans cuisine), ses habitants ne voulaient plus payer les charges injustifiées et les sautes d'humeur des gérants donnant «congé» aux locataires qui osaient se rebiffer.

Un procès en date du 15 avril condamnait le propriétaire à rembourser les charges indument perçues (notamment pour l'ascenseur qui ne fonctionnait pas depuis l'accident) à rembourser une part des loyers proportionnellement à la privation de jouissance (de 5 à 15 % selon les étages) due à l'arrêt de l'ascenseur. C'était une victoire non

négligeable pour les locataires, qui avaient assuré leur défense eux-mêmes par l'intermédiaire d'une «boutique de droit». Mais le propriétaire ne l'entendait pas de cette oreille, et signifiait leurs congés aux deux membres qui avaient plaidé la défense, Claire et Joëlle, très actives au sein de l'Amicale.

Fort de sa première victoire, l'Amicale assigne à nouveau le PDG d'Idéal Hôtel pour obtenir l'annulation des congés abusifs et un statut protecteur pour les représentants de locataires. Là aussi, la défense sera assurée par les locataires eux-mêmes sur un dossier établi dans une boutique de droit. La plaidoirie devrait aborder de multiples problèmes, notamment celui des baux d'un an et leurs clauses restrictives, qui se posent à de trop nombreux locataires. L'Amicale du 192 souhaite d'ailleurs pouvoir établir une liaison sérieuse entre les différentes associations de locataires.

Les locataires du 192 le prouvent, face à la soif de profits des propriétaires, doublant l'exploitation des patrons, la lutte paye !

Le procès aura lieu le 14 juin à 14 heures au Tribunal d'Instance du 12^e arrondissement 139 avenue Daumesnil

RENAULT

LES GREVES COMMENCENT A PORTER DES COUPS A LA DIRECTION

Flins, Cléon, Sandouville, Douai

● Une semaine de grève s'achève pour les travailleurs des usines Renault.

La direction reste muette. Elle ne veut pas entendre parler des revendications des grévistes. Cependant les mouvements de grève dans les différentes usines commencent à lui faire mal. Elle cherche à faire quelques pièces dans d'autres boîtes, comme à Peugeot-Mulhouse par exemple, ce qui indique qu'elle ne peut tenir bien longtemps face aux impératifs de sortie de la R 18 qu'elle s'est fixés. D'ailleurs le coup de force policier contre les travailleurs des presses à Flins avait la même signification.

Pendant toute cette semaine, les débrayages se sont multipliés : Billancourt, Le Mans, Sandouville en grève totale, Douai, Grand Couronne, Choisy, Saint Ouen... A la Saviem de Blainville (département

● Le débat se poursuit activement à Renault Cléon. La plupart des discussions mettent en avant la nécessité principale : rendre effectif le contrôle par les grévistes eux-mêmes, de leur propre lutte. Cette prise de conscience profonde s'accompagne de critiques très dures contre les divisions syndicales et les pratiques manipulatoires de certains responsables syndicaux.

De nombreuses discussions portent sur le meilleur moyen d'imposer une

assemblée générale quotidienne de tous les grévistes, qui prendrait les

Sandouville Grève reconduite

Vendredi, à Sandouville, l'équipe du matin revoitait une fois de plus pour un débrayage de huit heures. Comme les jours précédents, les gars parcourent les ateliers en manifestation, discutent avec les non-grévistes, pour les persuader de rejoindre le mouvement. On stationne une demi-heure, une heure, puis on repart pour l'atelier suivant poursuivre la roulotte. Dans les alentours de l'usine, les flics patrouillent et contrôlent les allées et venues.

Judi, une manifestation nombreuse et très combative a franchi les portes de Renault, pour défiler dans les rues du Havre.

Après une semaine de débrayages particulièrement importants (8 heures par poste), et très suivis, les gars se posent la question de la poursuite. Le problème de l'occupation, largement débattu depuis mercredi, est toujours dans l'air. Certains estiment qu'il ne faut pas attendre davantage, si l'on veut donner plus de force au mouvement. Car ce qui fait cruellement défaut, aux yeux de nombreux syndicalistes qui essaient de trouver les moyens de consolider la lutte, c'est toujours les perspectives d'ensemble pour toutes les usines du groupe Renault. A Sandouville, les divisions des états-majors syndicaux n'ont pas eu de retombée importante : les gars tiennent par-dessus tout à conserver l'unité sur le terrain, et ils sont vigilants ; ainsi, ils n'ont pas tellement apprécié que le tract diffusé au cours de la manifestation dans les rues du Havre, soit signé uniquement par la CGT, alors qu'il était normalement inter-syndical ! « Une boulette » disent les gars de la CFDT, dont la

majorité ne se reconnaît pas dans les positions de retrait développées par Maire ou Chérèque, qu'ils connaissent d'ailleurs mal, et que certains, à la direction CGT, voudraient leur faire endosser.

— J.M. : L'O.S. qui est sur la chaîne, il la paie cher, sa semaine ; au fil des années, il se diminue par un travail abrutissant.

— Daniel : Ils augmentent les cadences. Au début, chez Renault, c'était une bonne boîte. Maintenant on travaille plus qu'avant pour le même tarif.

— J.M. : Les cadences, ça a toujours existé. Je suis pour le progrès, si le progrès social suit le progrès technique, or c'est à sens unique. J'ai fait des améliorations ; maintenant, c'est fini. On m'avait dit : c'est pour le bien de la société...

D'ici le mois de septembre, on va avoir je ne sais combien de chômeurs. Les cadences ont augmenté, et ils n'ont pas embauché, au contraire. Les stagiaires, ils font le même boulot, et ils gagnent 1 554 F. Les intérimaires ont les places les plus dégueulasses, et n'ont pas le droit de faire grève.

— Michel : Le système des cadences a été transformé il y a deux semaines. Au lieu de sortir 60 boîtes, ils en sortent 100.

ment poids-lourds) un meeting a rassemblé 1 500 travailleurs.

A Cléon, l'occupation continue. Toutes ces actions qui se sont déroulées cette semaine attestent de la combativité des travailleurs. Au forum de L'Expansion, M. Maire, un gène aux entournures s'est quelque peu embrouillé dans des raisonnements acrobatiques pour finalement conclure : « le réveil social a été plus rapide que prévu ». Que lui est-il nécessaire de rectifier.

Assurément, cette semaine, les travailleurs de l'ensemble de la Régie étaient prêts à un mouvement de plus grande ampleur. Ils attendaient un mot d'ordre d'ensemble. Il n'est pas encore venu de la part des directions syndicales.

Les hésitations, les querelles de boutique des appareils syndicaux révoltent les travailleurs qui

Cléon Intense débat chez les grévistes

décisions. Un autre débat en cours porte sur le moyen de rallier effectivement à la grève cette frange d'ouvriers qui n'y est pas hostile, mais à peu ou pas participé à l'occu-

pation. Pour atteindre ce but, tout le monde est d'accord pour dire qu'il n'y a pas d'autre moyen que d'organiser effectivement l'occupation. Certains disent que cela doit être l'organisation de distractions. D'autres proposent la constitution de commissions telles que les avaient mises sur pied les LIP. Ces commissions ont le double avantage d'avoir une activité utile à la grève, par exemple en favorisant la lutte, et de provoquer des discussions de fond sur ses orientations, sur l'offensive nécessaire aujourd'hui pour faire reculer la bourgeoisie.

Tous les gars ont appris avec joie la réoccupation des presses de Flins, et les débrayages massifs dans le reste de l'usine. Pour eux, c'est un encouragement à développer les perspectives sur Sandouville !

en mains leur propre grève ?

Le débat se poursuit sur cette question, d'autant plus que dans la nuit de jeudi à vendredi, 4 travailleurs se sont rendus à Flins visiter les grévistes des presses. Ils en sont revenus au petit matin, enthousiastes de l'accueil chaleureux qu'ils avaient reçu de leurs camarades des Yvelines.

Ces derniers leur ont expliqué dans le détail la lutte exemplaire qu'ils mènent, ses reculs et ses avancées. C'est assurément dans cette voie-là qu'il faut s'engager.

François MARCHADIER

veulent élargir la lutte à l'ensemble des usines Renault. A Cléon, des initiatives ont été prises avec des militants syndicaux de base CGT et CFDT : une certaine popularisation avait commencé à se faire ; un début de travail de mobilisation des grévistes pour les amener à participer plus largement à l'occupation a été entrepris ; une équipe a pris l'initiative de se rendre à Flins, discuter avec les grévistes des presses. Les gars en sont revenus enthousiastes. Ces quelques initiatives, limitées sans doute, vont dans le bon sens, dans le sens de la prise en main par les travailleurs de leur lutte, face à la défection des appareils syndicaux.

Dès lundi, ce sont ces initiatives qu'il faudra multiplier. C'est une condition indispensable du développement de la lutte et par conséquent de son succès.

Un troisième thème est de plus en plus discuté : c'est la question de la coordination des luttes entre les différentes usines Renault. Quelques grévistes n'en voient pas l'intérêt et mettent en avant le nombre insuffisant d'ouvriers acquis à la grève active, pour que certains aillent à Sandouville ou à Flins. Pour ces camarades, il faut d'abord que la lutte soit bien reprise en mains ici à Cléon, avant de songer à sortir de l'usine. Mais est-ce contradictoire ? Se rendre auprès des autres usines n'est-ce pas, entre autres, un des moyens pour que les grévistes prennent eux-mêmes

— Daniel : Toutes les fautes sont professionnelles, même si tu arrives en retard.

— A : La sanction, ça dépend du gars.

— Michel : Ils font une petite guerre d'intelligence. Ils disent : « Je te piège parce que je connais le règlement ». Quelquefois, on se fait insulter. Une fois, un chef avait essayé de mettre dans les serres tous les gars de l'atelier. Comme moi ça n'avait pas marché, on a failli en venir aux mains parce qu'il avait commencé à m'insulter.

Les régleurs c'est pareil. Ils ont un rôle de chef, alors que normalement, ils doivent juste superviser le travail après les ordres des contremaîtres.

— Daniel : Ici chez Renault, ça marche par coefficient. Tu montes suivant la responsabilité de ta machine. Certains sont à 165, 170 ou 175. Le coeff, ça dépend si la machine est difficile ou pas. Tu changes de coeff. au bout de trois mois de suite. Quand tu changes, ça augmente tes primes. Ce que la direction a trouvé, c'est de te changer au bout de 2 mois et quinze jours ! Les deux mois suivent, ils te donnent un « complément de base », après tu rechanges de poste et tu reprends ton ancien coeff.

— Michel : Dans les chefs, tu as quelques anciens ouvriers et des mecs qui sortent de l'école. Quel-

quefois, c'est des ingénieurs qui font un stage de 15 jours. Avant, ils faisaient aussi un stage à la chaîne, une semaine. Maintenant, ils ne le font plus. C'était juste pour faire croire que les cadres étaient pour l'ouvrier ; mais comme ça n'a pas marché, ils ont arrêté.

On fait 42 heures par semaine. De plus en plus, ils mettent les gars en deux équipes. (...)

— Michel : Renault avait une bonne image de marque, pour les salaires, il y a 5 ans. Beaucoup d'ouvriers y sont passés. Quand je suis rentré, j'ai doublé mon salaire.

— Daniel : Je suis venu chez Renault parce que j'en avais marre des petites boîtes. Avant, je travaillais 200 heures par mois en déplacement, samedi et dimanche... Quand je suis arrivé, je gagnais 2 500 F dans la boîte avant, 1 300 F, avec les heures sup. J'étais P 1, maintenant je suis O.S. (Agent de Production Renault).

— Michel : A Renault, ils ne tiennent pas compte de ce que l'ouvrier peut faire.

— Daniel : Quand un médecin est venu pour un ouvrier malade à la table de rodage où les moteurs sont essayés, il est resté 5 minutes et il a dit : « C'est tenable ». Mais il ne sait pas ce que c'est que d'y rester 8 heures. Le touib m'a dit : « Tout ce que vous pouvez faire, mon gars, c'est partir... »

On y fabrique presque entièrement, si ce n'est les moteurs à la Française de Mécanique, les R 14 et les R 15 automatiques. Une grève ici porte de rudes coups à la Régie.

Mercredi, la production a baissé d'un tiers avec moins d'un tiers des effectifs en grève. En plus du

Flins C'est tous ensemble qu'il faut frapper.

Jeudi noir pour la direction de Renault, la reprise du travail escomptée par elle à Flins s'est soldée par une reprise de l'occupation de l'atelier des presses.

De plus les débrayages proposés, par les syndicats CGT et CFDT ont été massivement suivis. Dans les ateliers, parcourus par un millier de grévistes, d'ouvriers, pas un ouvrier ne travaillait. Vendredi le même processus se renouvelait. Un seul changement, celui de l'heure du début du débrayage de la première équipe : en début de matinée quand la normale arrive ; afin que l'action soit mieux soutenue, par le maximum d'ouvriers.

Sur les chaînes une nouvelle fois la maîtrise « gardera les meubles » en opposant une « résistance passive » au passage de la manifestation dynamique des ouvriers venu encourager leurs camarades à se joindre à eux. Pour les rares ouvriers encore au boulot, comme pour la maîtrise qui a tenté de remettre les presses en route le slogan « pas de salauds chez Renault » jaillit.

Les ouvriers des presses restent extrêmement déterminés, bloquant la production, résistant aux pro-

vocations de la maîtrise. Le scénario est toujours le même, après que les hommes en blouses aient rodé quelques minutes, flairant où ils allaient intervenir, l'ouvrier fait son apparition et la tentative de remise en route a lieu.

L'attroupement est général autour de la presse et on se pousse, se bouscule, quelques coups de pieds sont décochés et la maîtrise n'insiste pas, c'était un test pour connaître la combativité des équipes... les voilà renseignés, il n'y aura pas de production aux presses tant que la satisfaction ne sera pas accordée aux revendications ; le P 1 pour tous, 3 000 F minimum et 300 F tout de suite.

A voir la lutte à Flins on note l'existence d'un noyau dur déterminé de jeunes ouvriers souvent, qui voudrait l'extension de la lutte, l'occupation de toute l'usine.

La CFDT, qui à Flins n'est pas sur les positions liquidatrices de la direction de la FGM, se pose la question de cette extension sans parvenir à donner une réponse.

Pourtant la masse des hésitants qui ont débrayé, qui sont dans l'expectative pouvait bien être mobilisée

si l'enseignement donné par les camarades des presses était systématique. « On n'a rien sans lutte et la lutte qui fait mal est celle qui bloque la production ; pour bloquer totalement la production ; l'occupation est la meilleure tactique ».

Le sens de cette lutte dépasse le simple mouvement de raz le bol, n'en déplaise aux Chérèque et Maire. La CGT le constate d'ailleurs en écho à la section CFDT de Flins. « Vous êtes traités de terroristes », dit un délégué CGT aux travailleurs en assemblée générale, « parce que vous vous battez pour la justice sociale ».

La CGT tient un langage dur qui devrait logiquement la conduire à proposer l'extension de la lutte.

L'histoire des luttes, à Renault, comme ailleurs, prouve que seuls les luttes dures de masse font céder les patrons. Jeudi un délégué CFDT rappelait que la direction de la Régie n'avait cédé qu'au bout de neuf semaines en 75 au Mans.

La grève des presses à Flins a été une première fois attaquée par les flics ; c'est significatif, l'épuisement du stock de pièces, les côtés de caisse gauche



de la R 18 manquaient pour la production, la Régie a réagi brutalement.

Aujourd'hui les grèves de Cléon et Sandouville se repercutent ; à Chausson-Maubeuge la production de R 12 est menacée faute de pièces fabriquées en Normandie. Des moteurs venus d'Espagne y sont montés sur les R 20. A Billancourt les chaînes de R 6 et R 4 GTL sont également menacées de blocage par manque d'approvisionnement. Cela fait mal à la régie. La grève, parce qu'elle porte un coup économique sévère aux patrons, est l'arme des ouvriers. Le rappel c'est souligner la nécessité de son organisation, de son extension, la nécessité de lui donner des perspectives.

Dieppe, Alpine Renault : vendredi matin, après 4 semaines, la grève est revotée

Après 4 semaines de lutte à l'atelier des Alpine Renault 5, la CGT organisait vendredi matin une AG avec vote pour la poursuite du mouvement : c'est vrai que ces 4 semaines ont été dures ; menaces de licenciement contre 4 délégués, huisser en permanence sur les lieux, paie réduite à 900 F ou 1 200 F, et surtout le poids d'un certain isolement, du fait qu'Alpine Renault, filiale, est un peu considérée par les états majors syndicaux comme à part... A plus de 75 %, les grévistes ont reconduit le mouvement ! Jeudi, ils avaient organisé un défilé dans toute l'usine, accompagné de débrayages bien suivis dans l'ensemble des ateliers.

Douai

Une grève ici porte de rudes coups à la Régie.

Une usine de 7 000 ouvriers qui s'étend sur plusieurs centaines d'hectares dans la campagne de Quincy, un village à quelques kilomètres de Douai, dans le département du Nord. En fonctionnement depuis 6 ans, elle fait partie de la série d'usines automobiles implantées depuis moins de quinze ans dans le bassin minier, qui profitent de la main d'œuvre abondante et jeune qui est au chômage après la fermeture des activités traditionnelles : mines, confection, professions de la Chimie. Allant de l'est à l'ouest du bassin, toujours les usines : la Société de transmission automatique Renault-Peugeot qui fabrique des boîtes de vitesse, 3 000 ouvriers à Fuitz dans le Pas-de-Calais, la Française de Mécanique Renault-Peugeot qui fabrique les moteurs à Douvrin dans le Pas-de-Calais avec près de 4 000 jeunes, et Symca-Chrysler à Bouchain,

5 000 ouvriers, près de Valenciennes dans le Nord.

Renault-Quincy possède ainsi les caractéristiques de ces usines : des ouvriers jeunes ; la moyenne d'âge est inférieure à 30 ans ; peu de femmes — moins d'un millier ; pratiquement pas d'ouvriers immigrés, quelques centaines d'anciens mineurs reconvertis, et un recrutement de la main d'œuvre qui s'étend très loin sur la région. On vient, pour les plus éloignés, de Dunkerque — environ 30 kilomètres, de Valenciennes, de Lille ou de Béthune (40 à 60 kilomètres).

Aux dernières élections professionnelles où, pour la première fois depuis la création de l'usine, la CFDT s'est présentée, elle a fait 12 % des voix. La CGT, syndicat le plus fort, a environ 61 % des voix, mais elle a reculé de 14 %.

travail en normal la journée, on fait surtout les deux équipes, matin et après-midi et une équipe plus réduite la nuit. Les salaires sont en moyenne de 10 % à 15 % supérieurs à la moyenne de la région. Un balayeur gagne 2 500 F, les OS 2 600 F, mais on ne peut les dissocier des conditions de travail. Sur les chaînes ou à l'usine de montage, de ferrage, ce sont les cadences ; à l'em-boutissage, c'est le bruit infernal, et partout ailleurs l'abrutissement du travail répétitif. Les luttes sont constantes dans l'usine à propos des conditions de travail.

Jeudi matin les mouvements de débrayage s'étendent à la peinture : 100 % de débrayage de deux heures en fin de poste à la soudure, une heure au centre liveur et dans de nombreux postes.

Les manœuvres de la direction sont brutales et

On parle de faire des piquets de grève

Des mouvements de grèves et de débrayages se déroulaient dans l'usine depuis plusieurs semaines. Jeudi 1^{er} juin à l'équipe d'après-midi, l'équipe des presses se met en grève à 90 % : pour le P 1, contre les conditions de travail, et par solidarité avec Flins, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Vendredi un autre secteur de l'usine se met en grève. Mardi journée de débrayage, 3 000 gars sont en lutte à l'usine. Ceux des presses sont en grève, un autre secteur s'y adjoint ; il y a des débrayages d'une heure et demie à deux heures en fin de poste. L'après-midi, une manifestation dans les rues de Douai, rassemble environ 500 ouvriers.

Jeudi matin les mouvements de débrayage s'étendent à la peinture : 100 % de débrayage de deux heures en fin de poste à la soudure, une heure au centre liveur et dans de nombreux postes.

Les manœuvres de la direction sont brutales et

grossières. D'abord la répression. Tout au début du mouvement elle affiche plusieurs dizaines d'avertissements et de journées de mise à pied. Ce jeudi matin encore, elle a mis un avertissement à un gréviste. En protestation le secteur a débrayé plus massivement. Deuxièmement on insulte. Vendredi 2 juin, le directeur de l'usine a crié aux travailleurs en lutte : « Je vous emmerde », en guise de réponse à leurs revendications. Troisièmement les manœuvres. Il y a deux entrées à l'usine. Ce jeudi matin, la direction a fait ouvrir une troisième entrée beaucoup plus loin, pour que les ouvriers ne passent pas devant les grévistes et les syndicalistes.

La lutte semble dans une phase d'extension pour les débrayages et de radicalisation pour les grévistes. On parle de faire des piquets de grève efficaces pour contrer les manœuvres de la direction et informer l'ensemble des ouvriers. Mais des problèmes se posent. Une majorité de grévistes se présente le matin à quatre heures à l'entrée de l'usine. Mais comment mobiliser l'ensemble des grévistes en l'absence d'occupation, alors qu'ils habitent loin ? Certains s'interrogent aussi sur l'efficacité des débrayages tournants. Mais le mécontentement est tellement grand qu'on est décidé à ne pas céder et on veut être plus efficace.

Essayer de ralentir la baisse de la production de l'usine. Enfin FO, qui serait directement un instrument patronal, ne s'est pas associée à la grève et a même insulté les grévistes en les traitant « d'anarchistes » dans le seul tract diffusé depuis le début du mouvement, mercredi matin.

La lutte semble dans une phase d'extension pour les débrayages et de radicalisation pour les grévistes. On parle de faire des piquets de grève efficaces pour contrer les manœuvres de la direction et informer l'ensemble des ouvriers. Mais des problèmes se posent. Une majorité de grévistes se présente le matin à quatre heures à l'entrée de l'usine. Mais comment mobiliser l'ensemble des grévistes en l'absence d'occupation, alors qu'ils habitent loin ? Certains s'interrogent aussi sur l'efficacité des débrayages tournants. Mais le mécontentement est tellement grand qu'on est décidé à ne pas céder et on veut être plus efficace.

Radios commerciales

LES REQUINS SONT A L'AFFÛT

Par Pierre CHÂTEL

Pour Guy Noël, les radios libres sont vouées à l'échec. Serait-ce parce qu'elles seraient incapables de créer un mouvement autour d'elles pour parvenir à l'abrogation du monopole et à leur reconnaissance de fait pour le pouvoir ? Non, c'est avant tout un problème de sous. Pour l'ancien responsable de radio Caraïbes, il n'est pas possible de fonctionner sans recettes publicitaires qui permettraient d'avoir du personnel «qualifié». Et puis de toute façon le gouvernement va renforcer le monopole, et il «est en train d'étudier le projet de création de 50 stations locales, gérées par Radio France, avec le concours de la presse locale. Mais il n'est pas exclu qu'il y ait un aménagement du monopole qui pourrait se traduire par la restitution des licences aux anciens postes privés d'avant-guerre, qui avaient été suspendus. Mais je crois que VGE est revenu sur ces décisions, d'une part parce qu'il pense que se serait néfaste pour les prochaines élections présidentielles, car la campagne présidentielle est déjà plus ou moins ouverte, et que si on regarde bien la structure des radios telles qu'elles existent, elles sont plus ou moins contrôlées par l'État».

En effet, celui-ci par l'intermédiaire de la Sofirar, société financière de radio-diffusion, créée en 42, détient la majorité des parts dans Europe 1, RMC, et Sud Radio ; quant à RTL l'État la contrôle par

l'agence Havas. Et Guy Noël de constater que «ces radios suivent une ligne de conduite qui ne doit pas déplaire au gouvernement. Mais il y a actuellement, une plus grande liberté sur les ondes, tous les grands partis politiques s'y expriment. Mais il y a toujours un impératif plus ou moins direct, notamment par la publicité, il y a toujours un contrôle plus ou moins effectif. Et il ne faut pas oublier que les journalistes font eux-mêmes de l'auto-censure, aussi libres soient-ils, ils n'ont pas envie de se faire licencier. Si le gouvernement réattribue les licences, je rentrerai dans l'un des groupes qui aurait une licence. J'ai tout ce qu'il faut ici, mais comme tout cela est hypothétique, mon projet est actuellement de créer une nouvelle station périphérique à une frontière française pour couvrir une grande partie du territoire français. Je voudrais refaire une station très ouverte, une station à but plus régional, avec beaucoup d'informations régionales, de tout ce qui intéresse la vie régionale, mêler beaucoup plus l'auditeur à la vie régionale».

Monsieur Guy Noël ne peut concevoir une radio simple, où les animateurs ne soient pas rétribués ; quant au matériel : «Pour monter une station radio, digne de ce nom, vous ne pouvez pas le faire à moins d'1 millions (nouveau), c'est un minimum pour avoir une radio qui se tient».

Les appétits s'aiguisent...

Profitant du courant de sympathie que développent les radios libres dans leur lutte pour la liberté d'expression, des commerçants attendent dans l'ombre qu'elles abattent le monopole ou qu'il éprouve quelque faiblesse pour se partager un peu de son pouvoir et de ses profits. De nombreux projets de radios commerciales et locales existent et n'attendent plus que l'autorisation d'émettre. Sud Radio a embauché des animateurs et, dernièrement, était à la recherche de locaux susceptibles de recevoir de futurs studios à Perpignan, Agen, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Narbonne et Marseille. A Montpellier également, un projet de radio «disco» est prêt à émettre, à grand renfort de publicité ; le même projet existe à Toulouse.

A Montpellier encore, une radio qui émettrait en direction des marins sur la fréquence des navires. Europe 1 s'est confortablement installée à Nantes. Les quotidiens régionaux ne sont pas en reste, eux qui craignent pour leur existence face à cette concurrence «déloyale» et se préparent aussi des studios qui pourraient prendre la relève de leurs éditions. Avides, les commerçants s'entendent pour limiter la liberté d'expression à celle «d'entreprendre».

● Rue de Burcq, dans le 18^e arrondissement de Paris. Au fond de cette rue en impasse, un immeuble qui ne se distingue guère des autres constructions du quartier, si ce n'est par des lettres brillantes qui annoncent «Radio Télé Caraïbes».

Derrière cette façade d'apparence anodine se trouve un ensemble complet de studios d'enregistrement pour des émissions télévision et radio. Rien ne manque, pas même la piscine pour disc-jockeys fébriles.

Monsieur Guy Noël, ancien PDG de Radio Caraïbes (il vient de céder son poste) nous reçoit dans de confortables fauteuils de cuir. Ayant une longue expérience dans le domaine de l'audiovisuel et de la radio, 20 ans à l'ex-ORTF, Guy Noël a une certaine conception de l'ouverture.

C'est sans se faire prier qu'il répond à nos questions concernant sa conception des radios libres.

Actuellement c'est aberrant, ce sont des petits émetteurs de 100 watts c'est une plaisanterie. Comment voulez-vous créer une structure de personnel que vous payez, et créer un service publicitaire pour des radios qui légalement n'existent pas ?

La conviction profonde de notre interlocuteur, c'est la nécessité de créer d'autres radios privées, avec bien entendu la part de profits qu'il pourrait tirer de ce pompeux projet ; avec ses équipements et ses émetteurs prêts à fonctionner, les publicitaires ne tarderaient pas à s'adresser à lui. Mais pour se faire un nouveau visage, ces radios qui, parions-le, seraient étrangement semblables dans le contenu même de leurs émissions, et de leur intoxication idéologique, Guy Noël donne un rôle prédominant «aux jeunes», qui seraient la garantie d'une ouverture. Mais des jeunes qu'il faudrait former, évidemment, pour ne pas qu'ils s'égarent. Cependant, l'ex-PDG prétend avoir, lui, fait «une véritable radio libre», sans avoir peur «d'égratigner aussi bien le gouvernement que le PS et le PCF», et en leur donnant des temps d'antenne. De quoi se plaint-on ? Les jeunes tenus en laisse et les partis de droite et de gauche s'expriment, on doit nécessairement s'y reconnaître ! C'est un raccourci plutôt rapide pour condamner toute opinion différente de ces schémas.

Sur Paris je suis prêt à émettre, j'ai tout ce qu'il faut, j'ai même l'émetteur, j'avais prévu un 20 kilowatts, dont je me servais ailleurs dans ce cas là, en FM, j'aurais pu porter jusqu'à Dreux. La seule chose dans laquelle j'ai un peu d'espoir c'est qu'on redonne les licences d'avant

guerre, dans ce cas là je participerai à cette «résurrection», que ce soit avec le poste parisien, avec M. Bleustein Blanchet que je connais bien, ça lui plairait.

— QdP : Mais les radios libres, ici ne sont pas les radios commerciales...

— Moi je suis contre ces radios pirates, on ne peut pas faire quelque chose de constructif. Ils ne peuvent pas baser un avenir sur cela.

— QdP : Mais en dehors du financement, le problème majeur des radios libres, c'est de pouvoir donner la parole à ceux qui ne l'ont pas...

— Je voudrais bien savoir ceux qui ne l'ont pas, à l'heure actuelle. A la télévision on donne aussi bien la parole à Krivine, à Laquillier, à Marchais, à Mitterrand, à Chirac, à tout le monde, tout le monde s'exprime.

On aurait dû faire des radios municipales, je trouve que la ville de Paris pourrait avoir sa station de radio, les villes pourraient avoir leur station radio, pour au moins informer les habitants. Pourquoi ne pas créer des radios municipales, qui soient gérées par les municipalités avec le concours des journaux locaux. Là, ça pourrait ouvrir les radios, je pense que là ils pourraient donner leur chance à des jeunes. Il faut que ceux qui connaissent bien la radio encadrent et apprennent le métier à des jeunes».

Un ouverture qui a tout de la mise au pas.

Demain : Les radios libres prennent la parole.



Guy Noël prenant la pose devant ses installations.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque

APRES L'ÉGYPTÉ ET LA SOMALIE, L'IRAK ?

● Selon les déclarations du ministre syrien des Affaires étrangères, l'Irak envisagerait « d'abroger le traité d'amitié et de coopération conclu avec l'URSS en 1972 et d'expulser les experts soviétiques travaillant en Irak ». Les autorités irakiennes ont démenti cette information. Toutefois, on ne peut s'empêcher de mettre en rapport cela avec l'arrestation et l'exécution d'une vingtaine de membres du « Parti communiste irakien (pro-soviétique) qui auraient trempé dans un complot en avril dernier.

Le journal koweïtien *Al Anbaa* affirme que des mesures de représailles irakiennes contre l'URSS ont déjà été prises, elles font suite à un complot pro-soviétique qui se serait déroulé en avril, et qui visait l'actuel gouvernement de coalition nationale dirigé par le parti Baas. Ces sanctions économiques devraient interdire l'espace aérien irakien aux avions soviétiques et suspendre les facilités portuaires accordées jusqu'ici à la flotte soviétique.

Si ces sanctions sont réellement appliquées par l'Irak à l'encontre de son imposant partenaire, elles marquent une réelle dégradation des relations soviéto-irakiennes qui s'étaient étendues en 1972 par la signature d'un traité d'amitié et de coopération entre les deux pays.

La nationalisation de l'International Petroleum Company en 61, trust anglo-saxon qui avait le monopole de l'exploitation du pétrole, a amené l'Irak à rechercher un partenaire qui puisse lui fournir l'aide financière et technique nécessaire pour continuer l'extraction et la commercialisation de son pétrole. L'URSS s'est montrée très intéressée par cet appel d'offre qui portait sur un million de tonnes pour 72 et tripla dans les années qui

suivirent. On se souvient d'ailleurs qu'en 1973 l'URSS alla jusqu'à revendre du pétrole irakien à des pays européens à un taux moins cher que le prix de l'OPEP.

Bien vite des motifs de dissensions devaient apparaître entre les deux partenaires. En ce qui concerne le fond du traité de 72, qui comprend une clause stipulant la consultation des deux parties en cas de guerre ou de danger de guerre. L'URSS et l'IRAK n'ont jamais donné la même signification à cet aspect de l'accord. Le gouvernement irakien s'est toujours refusé d'y voir autre chose qu'un traité commercial : il déclarait quelques temps après sa signature : « L'accord que nous venons de conclure avec les Soviétiques n'est pas un traité militaire ». L'URSS qui ne l'entendait pas de cette oreille, visait un débouché dans le golfe persique, son objectif : construire une base navale pour ses navires de guerre dans le port de Bassorah (voir sur la carte), endroit stratégique situé au fond du golfe persique, près des frontières de l'Irak et de l'Arabie Saoudite.

Un autre point de divergence portait sur le règlement des livraisons de pétrole à l'URSS. Cette der-



nière repoussant les exigences de l'Irak, refusa de régler en devises préférant payer en marchandises.

La coopération soviéto-irakienne porte sur de nombreux domaines, outre l'industrie pétrolière (construction de raffineries), elle se développe dans la pêche, les transports, les machines agricoles, l'énergie atomique, et hydraulique, l'irrigation etc... En 73, l'URSS a consenti un prêt de 150 millions de roubles (210 millions de dollars) avec un taux d'intérêt de 2,5 %. Pour échapper à la dépendance de l'URSS, l'Irak diversifie ses sources d'aide, ce que lui permettent les ressources financières provenant de la vente de son pétrole. Les divergences se sont nette-

ment aggravées avec le conflit de la Corne de l'Afrique. En effet, l'Irak soutenait la Somalie contre l'Éthiopie armée par les Russes et les Cubains. De même l'Irak s'oppose à la tentative d'écrasement du peuple érythréen par l'URSS et ses alliés. Les deux pays s'opposent également sur la question Kurde, l'URSS essaye de se servir de la lutte menée par le peuple kurde afin de la canaliser à son profit. Le contentieux entre les deux pays est donc très important, reste à savoir si l'Irak se contentera de cet avertissement lancé à l'URSS ou si comme d'autres pays, elle va plus avant dans son opposition aux exigences soviétiques.

Franck ROUSSEL

RFA : LA CHUTE D'UN CHAMPION DE LA « DÉMOCRATIE MUSCLÉE »

Le ministre Ouest-Allemand de l'Intérieur Werner Maihofer, a démissionné le 6 juin, c'est-à-dire deux jours avant que le Bundestag examine le rapport de la commission d'enquête sur les « défaillances policières » dans l'affaire Schlayer.

Le ministre démissionnaire, membre du parti libéral depuis 69, était devenu ministre de l'Intérieur lors de la formation du gouvernement Schmidt, en 74. Depuis cette date, Maihofer, qui bénéficiait d'abord d'une réputation de personnage « libéral » et même « de gauche », s'est distingué par sa politique musclée contribuant de façon sensible à la restriction des libertés démocratiques en RFA.

Un certain nombre de ses initiatives avaient donné lieu, en particulier depuis un an, à des scandales exploités par les adversaires chrétiens-démocrates de la coalition gouvernementale (SPD + Parti libéral). L'an dernier, par exemple, en mars, il avait été mis sur la sellette à la suite de l'affaire des écoutes clandestines posées au domicile du savant atomiste Kurt Traube. La dernière affaire date de ces jours-ci lorsque le *Frankfurter Rundschau*, quotidien de Francfort, a révélé le contenu d'une directive adressée à la police des frontières. Cette directive demandait de transmettre aux services secrets toutes les observations sur les possesseurs de publications d'extrême gauche, sur les membres d'organisations d'extrême-gauche ou les

personnes « influencées par elles » qui passent les frontières de la RFA. Suivent les listes de plus de deux cents organisations ou associations, telles que les groupes femmes, et près de trois cents publications, toutes considérées par la police de Schmidt comme « suspects ».

Ayant déclaré qu'il « ignorait tout », le ministre Maihofer a donné un argument, contre lui notamment, aux chrétiens-démocrates, qui ne répugnent par, bien au contraire, la « chasse aux sorcières », mais qui en ont profité pour l'accuser de mal diriger ses services. Ceci venait alors qu'était en train de s'acharner l'enquête sur les « insuffisances » dans les recherches policières lors de l'enlèvement du patron Schlayer.

Werner Maihofer est sans doute « victime » pour une part des assauts chrétiens-démocrates contre le gouvernement, mais aussi de son image de champion de l'État policier. Ainsi, sa démission intervient au lendemain de l'échec retentissant de son parti, le parti libéral, aux dernières élections régionales en Basse-Saxe et à Hambourg. Il est significatif à cet égard que l'effondrement électoral de ce parti ait profité non aux deux grands partis ouest-allemands, mais aux écologistes qui, en dépassant le seuil des 5 % dans le quartier le plus pauvre de Hambourg, obtiennent deux sièges et dont les associations sont aussi sur les listes noires du ministère de l'Intérieur.

En Italie

REFERENDUM IMPOSÉ PAR L'EXTRÊME GAUCHE

Les Italiens sont appelés aux urnes ce dimanche, pour un référendum. Cette consultation électorale a un caractère sans précédent puisque c'est une initiative de l'extrême-gauche qui a contraint le gouvernement à l'organiser.

L'an dernier, en effet, une pétition était lancée par trois organisations : le parti radical (rien à voir, bien entendu avec nos radicaux français), Lotta Continua, et le MLS (Mouvement des travailleurs pour le socialisme), pour la tenue d'un référendum demandant l'abrogation de huit lois. Cette pétition avait recueilli 700 000 signatures dépassant la cote des 600 000, nécessaires, selon la loi italienne, pour imposer la tenue d'un référendum.

Finalement, malgré les tergiversations, le gouvernement italien, contraint à s'en tenir aux dispositions constitutionnelles, a dû retenir le principe du référendum pour deux lois qui n'ont pas subi les modifications depuis leur promulgation : il s'agit de la loi de financement des partis politiques et de la fameuse loi d'ordre public, dite loi Reale. La question posée au référendum de dimanche demande de se prononcer sur l'abrogation de ces deux lois, que réclame toute l'extrême gauche. En effet, la loi sur le financement des partis implique un contrôle plus affirmé de l'État sur les moyens d'expression des organisations politiques, tandis que la loi Reale adoptée en mai 75 par le parlement italien menace

gravement les libertés démocratiques. Rappelons entre autre le droit à peu près illimité qu'elle donne à la police de tirer, y compris sur des manifestations sous prétexte de « prévenir » des violences.

En mai 75, le PCI s'était abstenu lors du vote de la loi Reale. Cette fois il la défend, et appelle avec tous les autres partis bourgeois à voter non au référendum, donc à repousser la demande d'abrogation de la loi. Un communiqué commun dans ce sens a été signé par tous les partis qui appuient le gouvernement Andreotti.

Ce référendum revêt une importance particulière, car il vient après une période marquée par l'affaire Moro durant laquelle la bourgeoisie a renforcé l'arsenal ré-

pressif de l'État contre les masses. Il vient aussi quelque temps après des élections régionales partielles (14 mai dernier) qui ont vu un recul sensible du PCI. La direction du PCI craint que le nombre de voix en faveur de l'abrogation soit élevé dimanche, une partie non négligeable de la base du PCI, pouvant voter pour cette abrogation, marquant ainsi son hostilité à l'égard de la politique de « compromis historique » de Berlinguer.

La demande d'abrogation des deux lois est assurée d'obtenir plusieurs millions de voix, tandis que le taux élevé d'abstentions que l'on pronostique, (de 20 à 30 % des électeurs inscrits) constituerait également une marque de défiance à l'égard de ces lois.

En bref... En bref...

● BRÉSIL : nombreuses grèves

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses usines d'automobiles de matériel électrique et de pneumatiques de la banlieue de Sao Paulo sont en grève pour obtenir des augmentations de salaires variant entre 15 et 20 %. Le ministre du travail vient d'interdire, toute grève à la compagnie pétrolière d'Etat.

● ARGENTINE : émission pirate des Montoneros

Un des dirigeants des Montoneros a parlé 13 minutes à la télévision argentine. Cette émission-pirate s'est déroulée 15 minutes avant le début du match France-Argentine à la grande surprise des habitants du centre de La Plata (ville de 500 000 habitants) qui ont pu capter l'émission.

● TUNISIE : la répression s'accroît

4 mois après la sanglante répression qui suivit la grève générale, la répression s'installe dans tout le pays sous diverses formes. Des gardes armés surveillent les entreprises, tandis qu'un millier de jeunes ont été envoyés sur des chantiers contrôlés par la garde nationale dans le cadre d'un « service civil ». D'autre part, des témoignages indiquent qu'un syndicaliste arrêté à la suite des émeutes de janvier dernier est mort, des suites de blessures subies pendant sa détention.

La relance toujours attendue

Le gouvernement allemand a annoncé que la discussion budgétaire serait reportée du 21 juin au 26 juillet, c'est-à-dire après le sommet économique occidental prévu à Bonn le 11 juillet. Cela a donné corps aux spéculations, confirmées par le ministre allemand de l'Economie selon lesquelles l'Allemagne s'appretait à proposer à l'occasion du sommet un ensemble de mesures : en échange d'un engagement de l'Allemagne à prendre des mesures de relance, les Etats-Unis s'engageraient à réduire leurs importations de pétrole et les Européens et les Japonais renonceraient à toutes mesures protectionnistes. Ces propositions allemandes seraient destinées à pallier les piètres résultats prévus pour la croissance mondiale, ils devraient être inférieurs au résultat prévu de 3,5 %. En Allemagne même, ils avoisinent la stagnation pour le premier trimestre 78. Quant aux mesures protectionnistes, elles se multiplient, selon le GATT.

Manœuvres soviétiques dans les Kouriles

Pour la première fois, les «marines soviétiques participent aux manœuvres qui se déroulent sur les quatre îles japonaises occupées par l'URSS. Ces manœuvres sont les plus importantes réalisées dans cette région. Selon le gouvernement japonais, deux croiseurs, deux destroyers et plusieurs sous-marins y participent avec un millier de marines, qui effectueront des opérations de débarquement. Les Soviétiques ont ordonné aux pêcheurs japonais de quitter la zone où des tirs auraient lieu. Le Japon a protesté parce que ces manœuvres se déroulaient dans ses eaux territoriales.

Rencontre algéro-libyenne

Une visite exceptionnellement longue du chef de l'Etat lybien en Algérie s'est close par la publication d'un communiqué commun qui prévoit un développement des relations entre les deux pays. Dans sa partie internationale, il déclare notamment : «Les deux délégations se déclarent convaincues que la solution des problèmes africains doit se faire par les Africains eux-mêmes sans aucune intervention étrangère... Elles se déclarent convaincues que l'Afrique ne peut s'allier qu'avec elle-même et que l'alliance véritable qui s'impose est celle des forces progressistes dans le continent contre le colonialisme et ses valets». Cette appréciation motive une violente attaque contre «l'image moderne de la politique de la canonnière» que constitue l'envoi d'avions et de paras, mais rien n'est dit à propos de la présence soviéto-cubaine et de ses exactions en Erythrée, pays arabe. «La libération totale du continent africain sera un facteur décisif dans l'instauration du nouvel ordre économique mondial», affirme encore le communiqué. A propos de la Méditerranée «leurs points de vue ont convergé vers la nécessité de condamner tous les facteurs de tension engendrés par la présence étrangère dans ce bassin pour en faire un lac de paix au service des peuples de la région».

Succès militaires du Front Polisario

Extraits d'un communiqué du ministère sahraoui de la défense : «Les unités ennemies attaquées par l'ALPS et les 4 et 5 juin 1978, à Oum Dreiga ont été lourdement frappées par nos combattants (...)

«En deux jours de combats au cours desquels des avions «F-5» marocains, «Defender» mauritaniens et «Bréguet Atlantic» français ont été envoyés à l'appui des troupes d'occupation nos combattants ont isolé et encerclé plusieurs unités dont 75 militaires ont été tués et plus d'une cinquantaine d'autres ont été blessés.

Au cours des mêmes combats, précise le communiqué, un avion «F-5» des forces aériennes marocaines a été abattu par un missile anti-aérien et son pilote un sergent-chef a été fait prisonnier par nos combattants».

Après l'intervention au Zaïre

LE PS : CRITIQUES A GISCARD LE PCF : RÉACTION IDENTIQUE A CELLE DE BREJNEV

• Jeudi commençait le débat de politique étrangère au Parlement au cours duquel l'ensemble des partis devait se prononcer sur la politique de Giscard en Afrique. Après avoir examiné les positions des partis de droite (*Quotidien du Peuple*, du 8 juin), nous abordons aujourd'hui les positions du PCF et du PS.

La lettre de l'Unité du 5 juin a donné l'essentiel de l'analyse du PS sur la situation en Afrique et l'intervention de Giscard au Zaïre.

— L'Afrique recèle des matières premières totalement indispensables à la survie de notre économie.

— A cause de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et de la Namibie, l'Europe est discréditée aux yeux des Africains et constitue le maillon faible dans l'équilibre international entre les deux grandes puissances. Ce qui a ouvert la porte de l'Afrique à l'impérialisme soviétique.

Il est du pouvoir de nos dirigeants de protéger les intérêts de notre pays et la sécurité de nos ressortissants.

La France en continuant de soutenir des leaders saïdisant modérés... se condamne à l'impasse... son image ne pourra rester intacte une fois ces fantoches disparus. Cette Afrique fera tout pour se passer de nous.

Les intérêts des Etats-Unis rejoignent dans le dénuement de leur simplicité ceux de la France... L'URSS a trouvé les Cubains. Sous développés de la politique internationale, les Français sont devenus les Cubains de Carter». En d'autres termes le PS se dit d'accord avec les motivations de la politique giscardienne, en désaccord avec les formes qu'elle adopte.

De son côté, loin de réclamer le départ des troupes françaises du Shaba, Mitterrand demandait dans une conférence de presse du 24 mai «à partir du moment où l'intervention serait durable, il serait bon d'obtenir le relais des organisations internationales», et dans l'Unité du 26 mai «on est en droit d'espérer une définition plus claire des objectifs fixés au corps expéditionnaire».

Ces positions comportant de multiples ouvertures en direction de la politique de Giscard font l'objet de vertes polémiques au sein du parti.

Les scientifiques refusent d'aller en URSS et en Argentine

Une centaine de cancérologues français ont pris position pour le boycott du Congrès de cancérologie qui doit se tenir à Buenos-Aires en octobre. Une autre campagne de boycott contre la tenue de congrès de génétique qui doit avoir lieu à Moscou en août s'organise.

D'autre part, la condamnation du physicien soviétique Youri Orlov a provoqué le refus de nombreux physiciens américains et français de se rendre en URSS. 500 physiciens et ingénieurs ont signé une lettre envoyée au Centre Européen pour la Recherche Nucléaire afin d'obtenir la libération d'Orlov. Ils sont prêts pour cela à ralentir la collaboration scientifique avec l'URSS.

POLOGNE

Bla Zej Wyszowski, accusé d'avoir édité le journal de l'opposition ouvrière polonaise : *Robotnik*, a été arrêté le 28 mai à Gdansk, depuis il a entamé une grève de la faim pour protester contre sa condamnation à 2 mois de prison. Amnesty International signale que des grèves de la faim ont lieu en solidarité à Gdansk et à Lodz.

INDE

Le 1^{er} ministre indien Morarji Desai, s'est montré opposé à toute intervention étrangère dans quelque pays que ce soit. Au sujet de la pénétration soviétique en Afrique, il a déclaré «elle est à l'origine de tous les problèmes en Afrique».

Hernu, le responsable du PS en matière de Défense, accuse Rocard d'en avoir dit trop et trop vite dans une déclaration excessive où il affirmait «que le fait d'impliquer la République française dans une guerre intérieure soit le meilleur moyen d'assurer la sécurité de nos compatriotes». Sarrre retourne le compliment à Hernu qui avait déclaré que l'idée d'une force inter-africaine était «séduisante».

Il reste que les critiques plus ou moins acerbes adressées à Giscard par les différents membres du PS débouchent sur la proposition formulée par Defferre d'organiser «une vaste conférence pour étendre à l'Afrique la politique de détente, arrêter l'escalade, discuter autour d'un tapis vert tous les droits de chacun et les faire reconnaître par tous». La possibilité d'une telle conférence est très douteuse. Dans sa conception, elle est cependant une reconnaissance des «droits» des Etats-Unis et de l'URSS en Afrique sous prétexte de détente, dans l'espoir qu'y soient reconnus les droits de l'impérialisme français. L'alternative de Defferre à l'intrusion armée des Soviétiques en Afrique c'est un partage «pacifique» du continent. Les Russes n'en prennent pas le chemin.

PCF : RÉACTION IDENTIQUE A CELLE DE BREJNEV

La violente campagne déclenchée par le PCF contre l'envoi des paras au Zaïre reposait — au delà du souci évident de faire taire la contestation dans les rangs du PCF — sur une escroquerie qui assimilait les événements du Shaba à la situation existant au Sahara Occidental et au Tchad. Marchais affirmait hautement qu'il n'y avait pas eu «d'intervention extérieure» au Shaba alors même que les relations entre les forces venues d'Angola et les soviéto-cubains qui les contrôlent sont une nécessité. A l'inverse, au Sahara, c'est tout un peuple uni qui lutte pour son indépendance et au Tchad existe un profond conflit interne depuis de nombreuses années.

Les autres arguments développés dans la propagande du PCF sont que «le pouvoir giscardien apparaît comme le fer de lance de la politique impérialiste en Afrique» (*Humanité* du 22/5/78) que l'intervention de Giscard au Zaïre «fait partie d'une contre-offensive impérialiste contre toutes les forces de pro-

grès en Afrique... L'intervention militaire vise également l'Angola», qu'«une telle politique est dangereuse pour la paix». D'une part la politique impérialiste de Giscard, illustrée par les ratissages effectués par les paras, ne serait qu'un instrument de Carter. D'autre part, l'«impérialisme» serait à l'offensive en Afrique, remettant en cause la détente. A propos d'impérialisme, que le PCF réponde à ces questions : Qui a envoyé 35 000 hommes en Afrique ? Qui s'est emparé par les armes de l'Angola et de l'Éthiopie en moins de deux ans ? Qui a pris l'offensive en Afrique contre les peuples et les anciens maîtres ? Les cris du PCF contre Giscard servent en réalité à masquer les agressions soviétiques.

Le plus troublant ne serait-il pas que les mêmes critiques et les mêmes appréciations se retrouvent dans les proclamations soviétiques ? C'est Brejnev, affirmant à Prague que l'intervention au Zaïre «torpillait» la détente. C'est la Pravda, avant l'Humanité, qui disait que l'objet de l'intervention est de «créer un foyer de tension militaire à la frontière de l'Angola» et qui affirmait qu'«au sein de l'OTAN, on commence à mettre en pratique un plan uni visant au renforcement de la pénétration militaire et politique en Afrique». Que recherchent les Soviétiques en inversant ainsi les faits en présentant comme offensive ce qui est réaction à leurs intrusions, sinon de nouvelles excuses pour étendre encore leur intervention, que le PCF est tout prêt d'accepter.

Cherchant à justifier une telle conformité entre la politique du PCF et celle du Kremlin, l'Humanité écrivait : «Lorsque des hommes réellement opposés à l'impérialisme se trouvent confrontés à un même problème, leur réaction est identique» (6/6/78). Elle ne pouvait mieux dire que les problèmes du PCF étaient ceux de l'impérialisme soviétique en cette affaire, que, pour le PCF, les «forces de progrès en Afrique» ne sont pas les peuples comme il tente de le faire croire, mais les Russes. Sinon pourquoi le PCF aurait-il attendu trois ans pour organiser une manifestation contre les aventures militaires de Giscard en Afrique. Pourquoi aurait-il précisément choisi non les agressions au Sahara ou au Tchad, mais celle du Zaïre où précisément les Soviétiques sont impliqués ?

Grégoire CARRAT

Vendredi 9 juin

TF 1

- 18 h 55 - L'île aux enfants
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Eh bien raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Au théâtre ce soir. Boudu sauvé des eaux. pièce de R. Fauchois.
- 22 h 00 - Expressions
- 23 h 15 - Tennis internationaux de France.
- 23 h 35 - Journal et fin

A 2

- 17 h 55 - Fenêtre sur...
- 18 h 25 - Dessins animés
- 18 h 40 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 40 - Erika Werner. Feuilleton
- 21 h 40 - Apostrophes. Du roman ou du vécu ?
- 22 h 50 - Journal
- 22 h 55 - Télé-club : Yvette. Film TV

FR 3

- 18 h 00 - Emissions en dialecte
- 18 h 35 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Le nouveau vendre. Eglise : on embauche. Êtres prêts en 1978
- 21 h 30 - Un ennemi du peuple ou le bonheur que nous vous proposons. Film TV
- 22 h 40 - Journal et fin

Samedi 10 juin

TF 1

- 14 h 05 - Restez donc avec nous
- 18 h 05 - Trente millions d'amis
- 18 h 35 - Coupe du Monde France-Hongrie
- 19 h 30 - 24 heures du Mans
- 20 h 30 - Journal
- 21 h 00 - Mort Shuman
- 22 h 00 - Starsky et Hutch. Série américaine en 14 épisodes.
- 23 h 10 - Tennis internationaux de France.
- 23 h 50 - Journal et fin.

A 2

- 14 h 35 - Les jeux du stade : automobile, basket, tennis.
- 18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne : printemps et été 43.
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 45 - Top club.
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 45 - Le pain et le vin. Film TV.
- 22 h 10 - Jazz : Wallace Davenport.

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Samedi entre nous
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Le trouvère
- 22 h 50 - Le journal

Dimanche 11 juin

TF 1

- 20 h 30 - Journal
- 21 h 00 - Comment réussir quand on est con et pleurnichard. Film de Michel Audiard (1974). Avec J. Carmet, Stéphane Audran, J.-P. Marielle, Jean Rochefort.
- 22 h 20 - Concert Beethoven.
- 22 h 55 - Tennis internationaux de France.
- 23 h 15 - Journal et fin.

A 2

- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Musique and music : spécial Gilbert Bécaud.
- 23 h 30 - Journal et fin.

FR 3

- 16 h 20 - Un ennemi du peuple ou le bonheur que nous proposons.
- 17 h 30 - Espace musical : concert Mozart.
- 18 h 25 - Cheval mon ami : les cavaliers d'Amazonie.
- 18 h 50 - Plein air.
- 19 h 20 - Spécial Dom-Tom.
- 19 h 35 - Deux enfants en Afrique.
- 20 h 05 - Histoires de France.
- 20 h 30 - Tels qu'en eux-mêmes : Chaval.
- 21 h 35 - L'homme en question : Marcello Mastroianni.
- 22 h 35 - Cycle Lon Chaney : L'incanau. Film de Tod Browning (1927). Film dramatique muet.
- 23 h 25 - Fin.

**Fête de la rencontre
français-immigrés
10-11 juin 1978
Centre culturel de Chelles**

Les 10 et 11 juin 1978, les travailleurs résidant dans les foyers SONACOTRA et les cités de transit Logirep-SONACOTRA, et les travailleurs en lutte dans les foyers AFRP, ADEF, AFTAM, etc. organisent au centre culturel de Chelles, une grande rencontre culturelle d'unité et de solidarité entre travailleurs immigrés de toutes nationalités et français. Notre fête doit être l'occasion d'informer et de discuter avec tous les travailleurs de la riposte urgente et nécessaire à opposer aux projets fascistes et réactionnaires de Stoléro et de la SONACOTRA.

**SUR L'AIDE PERSONNALISÉE
AU LOGEMENT (APL)**

ET L'AIDE TRANSITOIRE AU LOGEMENT (ATL) :
Notre position est claire : l'APL, comme l'ATL, ne correspondent pas à notre revendication sur les loyers.

Ce que nous demandons, ce n'est pas qu'on nous «aide» à accepter n'importe quel loyer exorbitant et n'importe quelle majoration fantaisiste.

Ce que nous réclamons, c'est le rééquilibrage des tarifs et leur adaptation aux conditions offertes. C'est la structure des tarifs qui doit être fondamentalement modifiée pour ne tenir compte que des seules charges effectives et justifiées.

Or, l'APL, c'est la porte ouverte à l'arbitraire des tarifs fixés par les sociétés gestionnaires qui sont, elles, les véritables bénéficiaires de l'aide venant du FAS (donc de notre argent).

D'autre part, l'APL et l'ATL introduisent la discrimination entre les résidents : elles partent des ressources personnelles de chacun, alors que le logement est uniforme pour tous : les 4 000 F de salaire, comme les 1 800 F de salaire, couchent tous dans 6,5 m² de chambre, subissent le même règlement intérieur et le non respect des conditions d'hygiène et de sécurité.

L'APL, pour être juste, devrait être uniforme et indexée aux tarifs et à leurs variations.

**SUR LES PRÉPARATIFS DE RÉPRESSION
PENDANT L'ÉTÉ :**

Le mardi 23 mai 1978, Stoléro a réuni les états

général des sociétés et associations gestionnaires de foyers pour :

- ordonner une augmentation de 6,5 % générale dans tous les foyers, à faire homologuer par la Direction Départementale de la Concurrence et des Prix.
- régler les détails de la relance des saisies sur salaires contre les travailleurs ;
- envisager des mesures «énergiques» pour «arrêter le conflit» et neutraliser les «meneurs nationaux».

Cela veut dire que profitant des départs massifs pour les vacances, Stoléro va engager, de concert avec les tribunaux et la police qui auront reçu des ordres précis, une vague de répression sans précédent contre les milliers de travailleurs en grève pour leurs revendications légitimes, en les expulsant des foyers, comme aujourd'hui les CRS envahissent les usines en grève pour arrêter et évacuer les travailleurs !

Cela veut dire que Stoléro va s'engager dans une nouvelle escalade d'expulsions hors de France des soi-disant «meneurs» pour «trouble de l'ordre public» !

Camarades travailleurs, aujourd'hui plus que jamais, le Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève vous appelle à redoubler de vigilance, à renforcer la mobilisation et à vous tenir prêts à riposter, comme par le passé, à toutes les menées répressives de la SONACOTRA et du pouvoir, pour que vive notre lutte jusqu'à la satisfaction complète de nos revendications.

**Extraits d'un appel
du Comité de Coordination
des Foyers Sonacotra en grève**

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève depuis 41 mois organise avec le Comité des locataires de la cité Logirep des Coudreaux, le Centre socio-éducatif LPS, et le Centre d'action culturelle de Chelles, une fête de la «Rencontre Français-immigrés» :

**Samedi 10 juin de 14 h à 24 h
Au centre culturel de Chelles
Place des Martyrs de Chateaubriant
77 500 CHELLES
Tel : 421 20 36**

Pour y aller :
Bus 113 N : départ Nogent-sur-Marne. Arrêt terminus.
RER : descendre à Neuilly-sur-Marne puis bus 113 N.
SNCF : départ gare de l'Est. Arrêt Chelles.

Et l'acier fut trempé

147^e épisode

Kortchaguine se repose sur la plage. Soudain, une personne s'assoit à côté de lui, puis essaie d'engager une conversation...

— Si, en effet.
Kortchaguine avait décidé de mettre fin à cette conversation interminable.

— Et qu'est-ce que vous y faites ?
— Je suis vidangeur !

Il tressaillit involontairement en entendant leur éclat de rire.

— On ne peut pas dire que vous soyez très poli, camarade.

C'est ainsi que débuta leur amitié. Et Dora Rodkina, membre du bureau du comité de Kharkov du Parti, se souvint plus d'une fois de cette peu banale entrée en matière.

Tout à fait par hasard, Kortchaguine rencontra Jarki dans le parc du sanatorium «Thalassa», où il était venu assister à une matinée artistique. Et, si bizarre que cela paraisse, c'est le fox-trot qui les mit en présence.

Succédant à une chanteuse opulente et gesticulante qui avait interprété avec véhémence «La nuit exhalait la joie et la volupté», un couple bondit sur l'estrade. L'homme, à moitié nu, était affublé d'un haut-de-forme rouge et portait une sorte de pagne harloé sur les hanches, ainsi qu'une chemise d'un blanc immaculé et une cravate. Bref, une détestable caricature du sauvage. La femme, assez agréable à regarder, était drapée dans une grande pièce d'étoffe. Une clameur enthousiaste souleva la foule des nepmans (1) à la nuque bovine, debout derrière les fauteuils et les couchettes des malades, quand le couple commença à se frémousser dans un fox-trot désarticulé. Il eût été difficile d'imaginer un spectacle plus répugnant. L'homme aux chairs flasques, coiffé de son chapeau ridicule, et la femme se tortillaient dans des poses obscènes, collés l'un

(1) Profiteurs de la N.E.P. (Nouvelle politique économique.) (N. d. T.)

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

contre l'autre. Derrière Pavel, un bonhomme adipeux haletait lourdement. Kortchaguine se retournait déjà pour partir lorsque, dans le premier rang, juste devant l'estrade, quelqu'un se leva et cria avec colère :

Assez de prostitution ! Fichez le camp !

Pavel reconnut Jarki.
Le pianiste s'arrêta net, le violon gréca une dernière fois et se tut. Le couple sur l'estrade cessa de se tortiller. Les nepmans invectivèrent celui qui venait de crier.

Quelle goujaterie ! Interrompre un numéro de cette façon !

Toute l'Europe danse !
C'est un scandale !

Mais, dans le groupe des «communards», Sériouja Jhanov, secrétaire du comité de district de Tchérepovels du Komsomol, siffla brusquement dans ses doigts. Il fut soutenu par d'autres spectateurs, et le couple disparut en coup de vent. Le présentateur-humoriste, semblable à un laquais délégué, informa le public que la troupe se rendait en d'autres lieux.

— Va voir ailleurs si j'y suis ! Et si tu vois ma tante, complimente-la de ma part ! lui lança sous les rires du public un jeune gars en peignoir du sana.

Kortchaguine retrouva Jarki dans les premiers rangs. Il l'embrassa dans sa chambre et ils parlèrent longuement. Vania était secrétaire à l'agitation et à la propagande dans un comité régional du Parti.

Tu sais que je suis marié ? J'attends pour bientôt une fille ou un garçon, dit Jarki.

Oh oh ! et qui est donc la femme ? s'étonna Kortchaguine.

Jarki sortit une photo de sa poche et la tendit à Pavel.

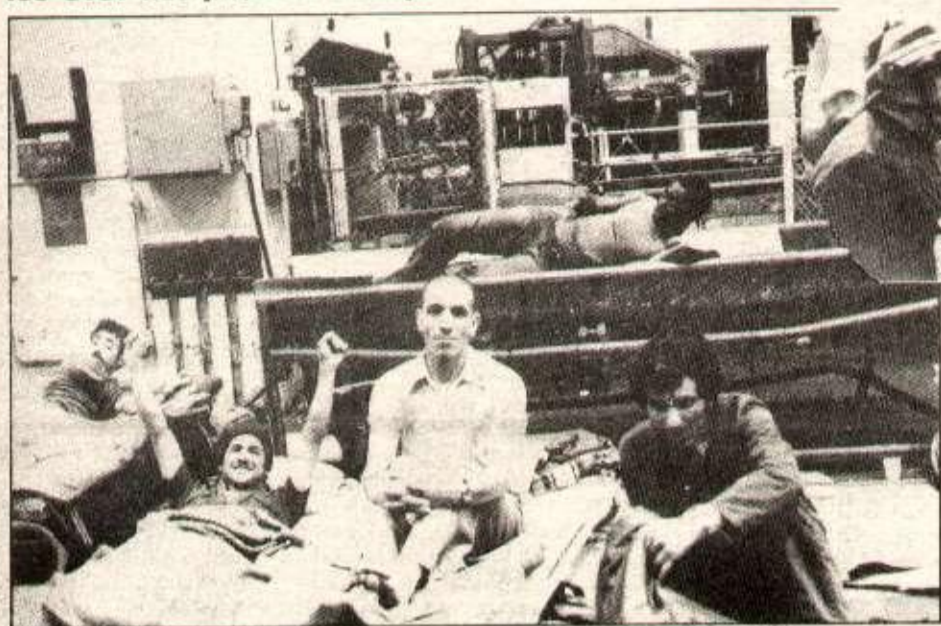
Tu la reconnais ?

Le cliché portait son visage et celui d'Anne Borhart.

A SUIVRE

le quotidien du peuple

A Flins, jour et nuit depuis 3 semaines les O.S. des presses occupent leurs ateliers.



Mardi, les flics envahissent : les grévistes sont jetés hors de l'usine.



A Cléon et Sandouville, la grève bloque la production, les pièces viennent à manquer dans les autres usines du groupe ▽



RENAULT

Photos
B. Pelo
et
F. Marchadier

AU COEUR DE LA LUTTE



▴ Jeudi, à Flins, alors que le patron espérait la reprise du travail, c'est le débrayage dans toute l'usine parcourue par les grévistes. ▽

▴ Mardi soir, manifestation à Mantes : la volonté de poursuivre la lutte s'affirme.

